

N°378

SEPTEMBRE/OCTOBRE 2007

<http://www.mcc.asso.fr>

5 - ISSN 0223 5617

Responsables

mouvement chrétien des cadres et dirigeants

DOSSIER

Développement durable

ÉDITORIAL **Une mission pour l'humanité** p. 3 • RENCONTRE avec **Jérôme Vignon** Haut fonctionnaire et militant p. 4 • DOSSIER **Acteurs d'une espérance durable** sommaire détaillé p. 6 • Livres p. 21 • QUESTION D'ÉQUIPE **Créer du lien** p. 21 • DÉBAT avec **Hubert Védrine** p. 23 • VIE DU MOUVEMENT **Communication** p. 24 • TÉMOIGNAGE **Ainsi soit-île !** p. 26 • LA LETTRE INTERNATIONALE N° 104 p. 28
VISAGES DU MOUVEMENT **Passage de témoin à la rédaction de Responsables** p. 30 •

L'Espérance à la croisée des Paraboles

Quand les chrétiens parlent d'espérance, ils se trouvent devant la difficulté d'articuler la promesse faite par Dieu d'un monde nouveau et les réalités de la vie humaine où de nombreux espoirs s'entrechoquent confusément. Pour trouver le ton et le mot juste, Jésus utilise les paraboles...

Dissocier l'espérance chrétienne des espoirs humains serait contraire à la dynamique de l'incarnation, à la venue de Dieu dans le monde pour le sauver. Au contraire, réduire la proposition de Dieu à la mesure des attentes humaines serait entrer dans un processus de sécularisation de l'espérance. Dans le premier cas, l'Eglise a eu tendance à prêcher un message de résignation, niant les aspirations des hommes pour présenter la seule perspective d'un au-delà, d'un Royaume complètement déconnecté de notre vie terrestre. Dans le second cas, elle a pu se laisser noyer dans le flux confus des idéologies proposant aux hommes de bâtir leur propre royaume sur cette terre. D'où la nécessité d'utiliser un langage juste pour témoigner de l'espérance chrétienne à la fois incarnée dans le tissu complexe de l'existence et à la fois suggestive d'un Dieu qui vient. Ceci relève d'un art.

● Des images familières

Jésus a utilisé le registre des paraboles pour proclamer son message d'espérance, la venue du Royaume de Dieu. L'analyse attentive de ce langage, de cette forme littéraire permet de repérer comment il était inséré dans la vie quotidienne de son temps et comment il enchâssait, comme une perle précieuse, une pointe, la proposition de Dieu d'un monde nouveau, la proposition du Royaume. Ce message est évident dans les paraboles de croissance : les paraboles du grain qui pousse tout seul (Mc 4, 26-29) et du grain de sénevé (Mc 4, 30-32) offrent le contraste saisissant entre la petitesse d'une graine et la grandeur d'une plante qui



● **Patrice Vivarès**
Prêtre journaliste,
enseignant,
accompagnateur
d'équipes MCC

*Les
meilleurs
prédicateurs
sont ceux
qui savent
raconter
des
histoires
simples et
profondes
à la fois*

est le résultat de cette germination tout en manifestant le caractère irrésistible de cette croissance. De façon très claire, Jésus s'appuyait sur des situations courantes dans le pays où il prêchait. Il « accrochait » son auditoire en lui suggérant des images familières comme celle d'un paysan œuvrant patiemment à une tâche dont il ne maîtrise pas le processus. Ces images sont le support d'un message, celui du Royaume de Dieu qui vient, qui grandit irrésistiblement quelle que soit l'impuissance des hommes à le bâtir, quelles que soient les apparences où de multiples signes peuvent être repérés.

● Un Dieu inattendu d'Espérance

La parabole est un récit surprenant, qui suscite chez le lecteur un étonnement : la pointe apparaît comme le facteur insolite qui contraste avec le cours naturel des choses. Apparemment banale, la parabole a un caractère déconcertant : Dieu se révèle à des instants inattendus comme un compagnon de l'homme. Mais ce qui, dans le déroulement de l'histoire, paraît sous une forme éphémère et qui peut alors sembler irréel acquiert par la force du récit une existence objective. L'espérance n'est pas un rêve, elle est là, omniprésente quoique cachée dans le tissu complexe de nos existences. Aujourd'hui encore, nous pressentons que les meilleurs prédicateurs de l'Évangile sont ceux qui savent raconter des histoires simples et profondes à la fois. Simples qui accrochent facilement l'auditoire, profondes qui révèlent la vraie dimension du message évangélique. Mais nous percevons que c'est un art et que beaucoup tombent « à côté de la plaque ». ●

Espérance de l'homme... Espérance de Dieu

L'espérance, une des vertus théologiques à côté de la foi et de la charité, oblige à opérer un renversement : l'homme espère en Dieu parce que Dieu espère en lui, croit en lui, veut le meilleur pour lui, est toujours à sa recherche. La tâche théologique est alors de rendre compte de l'espérance divine. Trois étapes s'imposent. Qu'est-ce qu'espérer ? Que pouvons-nous espérer ? Et enfin, comment les chrétiens peuvent-ils être acteurs d'une espérance durable ?



Jean-Marie Glé, s.j.
Théologien,
professeur aux
Facultés jésuites
de Paris.

Quatre mots peuvent qualifier l'expérience de l'espérance : la vie, l'engagement, le refus et l'invocation. L'espérance, c'est la vie même. Elle est logée à l'enseigne du présent, mais ne peut s'empêcher de lorgner sur le futur. Le présent est toujours envisagé en régime d'attente. Toutefois, si elle participe de l'élan qu'est la vie comme telle, l'espérance n'aura d'avenir que si elle existe dans des comportements concrets, par des engagements. Non strictement individuels, ces actes doivent être une manière d'assumer le passé et de pouvoir s'orienter sur ce qu'ils sont censés rendre possible. Dès lors, l'espérance suppose un certain type de refus : refus de se limiter au présent, de se contenter de faire le gros dos ou de se laisser aller au désespoir. Refus, par conséquent, de laisser le dernier mot à la mort, à l'évidence de la toute puissance du négatif dans la vie et dans le monde. Mais le refus redouble la nécessité de pouvoir s'appuyer sur quelque chose de solide. Choisir l'espérance et s'engager en elle suppose qu'on ait des raisons, des appuis, des soutiens pour s'y risquer. L'espérance devient alors invocation au nom d'un engagement, parce qu'on a laissé se développer en soi un élan, qui est la vie même en acte, qui permet de protester contre la mort et le négatif.

Un autre nom de Dieu

Vient alors le moment de la proposition chrétienne explicite. La foi chrétienne annonce

Dieu comme Avenir absolu, Dieu, « vivant et vrai », qui vient et vers lequel tout homme va. L'espérance est puissamment confortée par un tel Dieu. L'avenir est finalement un autre nom du Dieu de toute bonté et de toute grâce, qui ne veut que notre bien et notre bonheur. En Jésus-Christ, ce Dieu a envoyé son Fils parmi les hommes. Cette nouvelle donnée éclaire l'espérance des hommes. Jésus-Christ est Vainqueur du mal. Jésus a vécu une vraie vie d'homme. Il a connu le doute jusqu'au désespoir lorsqu'il s'est trouvé affronté à l'épreuve de sa mort. Mais il ne s'est pas départi de sa confiance en Celui qu'il nommait « Père ». Il n'a pas abdiqué l'espérance qui le faisait compter sur Dieu à la vie, à la mort : « Père, je remets mon esprit entre tes mains ». Or, voilà que Dieu, son Père, n'a pas laissé son Serviteur au pouvoir de la mort, mais l'a relevé, ressuscité d'entre les morts. En Jésus, la victoire est remportée sur le terrain même de la mort. Dieu accueille en sa vie éternelle, divine, cette vie humaine, mortelle, qui est passée dans la mort, mais qui l'a traversée à jamais. La Résurrection de Jésus « défatalise » ainsi l'histoire ; en se faisant homme, le propre Fils de Dieu ouvre l'existence humaine sur Dieu et la fait aboutir en Dieu même. Jésus est celui qui accomplit toutes les promesses de Dieu. Dès lors, l'espérance a trouvé un fondement sûr. La foi chrétienne ne confesse cependant pas seulement Dieu Père et Jésus-Christ, son Fils unique ressuscité, mais aussi l'Esprit Saint, « qui est lui-même Seigneur et qui donne la vie ».



Au nom de l'Espérance, le chrétien se doit de chercher le bien commun ou au moins le plus universel. Il défend l'équité et la justice.

Grâce à l'Esprit, qui rassemble et anime l'Église, celle-ci est « sacrement de salut ». Salut dont la foi confesse l'accomplissement, mais dont l'espérance attend le déploiement. L'Église rend donc déjà participant, dès le temps de ce monde, au salut qu'elle annonce de manière prophétique. Elle témoigne de sa réalité vivante à travers la vie ressuscitée des témoins de l'Évangile, lorsque leur existence fait apparaître qu'ils sont passés de la mort à la vie parce qu'ils aiment leurs frères.

● **Un à-venir assuré**

Au plan de l'objectivité des choses, la foi chrétienne met le mystère du Christ au centre de tout. L'Alliance qui vient de Dieu permet l'intégration de toute chose au mystère du Christ lui-même. S'il en va ainsi de l'espérance, la situation de chaque être humain, tout comme celle de l'histoire humaine en son entier, peut être formalisée ainsi : il y a un « déjà ». Le salut du monde est acquis en Jésus-Christ. Les portes de la vie ont été définitivement ouvertes, une fois pour toutes. Être chrétien, c'est croire que Jésus-Christ a victorieusement sauvé l'humanité de la mort. Mais ce « déjà » est en même temps un « pas encore ». Le salut n'a pas magiquement transformé le visage du monde et de notre existence personnelle. Il n'a pas non plus mis un terme à l'histoire. Il n'établit pas encore l'état final de toutes choses. L'histoire du monde constitue dès lors un « entre-deux ». Le salut a commencé

Le Chrétien intervient dans le champ politique du vivre ensemble

d'opérer dans le monde et l'histoire. Aussi les chrétiens attendent-ils dans l'espérance, mais avec assurance, un « à-venir ». Cet avenir a déjà commencé. Il fera éclore en plines virtualités le « déjà ». Il mettra fin au régime du « pas encore ». Il couronnera les avancées et les réussites de l'« entre-deux ». Il instaurera du même coup les « choses dernières » définitives et éternelles.

● **Chercher le Bien commun**

Ainsi brièvement approchée, subjectivement et objectivement, l'espérance permet aux Chrétiens d'apporter quelque chose d'original dans les débats de société. Cela fait aussi partie de l'espérance que Dieu exprime en l'homme et en son monde. Le concile Vatican II (1962-1965) a rappelé l'autonomie des réalités terrestres. Le Chrétien intervient dans le champ politique du vivre ensemble. Par exemple, il participe aux recherches contemporaines sur la démocratie. Au nom de l'espérance de Dieu en tout homme, il peut intervenir dans le débat public, en cherchant le bien commun, ou au moins le bien le plus universel. L'approche économique est aussi un terrain d'intervention possible. Enfin, marqué par la grâce et par le péché, l'être humain est toujours un être en tension. Sur ce chemin, le plus pauvre, le plus petit, le dernier apprend beaucoup. Sa force est d'espérer. Le rencontrer est une grâce, un chemin de conversion. ●

Quand le virtuel menace

Dans le cadre provençal de la Baume-les-Aix, l'Université d'été du MCC s'est tenue sous le double signe de l'instabilité du temps et des perturbations boursières. Nous y avons appris à comparer le court terme de la météorologie au long terme des variations climatiques, ainsi que l'ampleur de la sphère financière à celle de l'économie réelle. Autant la première proposition était claire, autant la seconde paraissait obscure.



Hugues Puel
Économiste,
enseignant,
chroniqueur, auteur.

La sphère financière a pris aujourd'hui des dimensions extravagantes. En effet, si nous considérons les masses financières qui circulent sur notre planète et leur donnons la valeur 100, l'économie réelle qui représente les diverses productions de l'agriculture, des pêches, des mines, de l'industrie et de l'immense variété des activités de service et d'administrations publiques et privées de tous les Etats du monde, nous avons la valeur 2. La monétarisation des activités économiques et le développement des échanges à travers les activités interbancaires qui sont à son service représentent la valeur 3.

Dans un système politique où le pouvoir d'influence se partage fort inégalement, les marchés des changes, où circulent principalement des dollars, des euros et des yens, mais aussi des livres sterling, des francs suisses, des dollars canadiens et australiens ont la valeur 32.

● Un mur d'argent

D'où vient la masse financière des 63% restants ? De marchés, qui ont pris depuis les années 1980 une place considérable : contrats à terme (achat au prix d'aujourd'hui d'un produit ou d'une somme de monnaie qui sera livrée dans un futur à déterminer de façon contractuelle,) swaps ou échange de titres de crédit à modalités différentes, titrisation de dettes existantes. Ce marché, dit des produits dérivés ou de la finance virtuelle, représente donc 63% de la masse financière

mondiale ! Ce mur d'argent, comme l'appelle l'économiste François Morin, s'est construit peu à peu depuis 1970 sous l'effet de plusieurs événements. Tout d'abord, l'abandon unilatéral par le président Nixon du système monétaire international mis en place par les Alliés à la fin de la seconde guerre mondiale. Il garantissait, jusque-là, la valeur d'un dollar US basé sur l'or par rapport à toutes les autres monnaies avec un système de concertation dans le cadre du Fonds monétaire international. Cet abandon a donné naissance à un marché international des changes entièrement libre et donc ouvert à toutes les spéculations. Ensuite, à partir des années 1980, on assiste à la croissance des produits dérivés et de la finance virtuelle avec trois types d'opérations dites de couverture (marché à terme pour assurer le risque sur le prix futur d'un achat ou d'une vente), d'arbitrage (on réduit ainsi les écarts de prix repérés et on en tire profit) et de spéculation pouvant donner lieu à toutes sortes de manœuvres plus ou moins frauduleuses.

La chute du mur de Berlin en 1989 et l'ouverture du marché mondial à la quasi totalité des pays du monde avec l'émergence progressive de nouvelles puissances économiques : Brésil, Inde, Chine (BRIC) ont également contribué à l'édification de ce « mur d'argent ». La concentration bancaire, encore en cours, avec de puissants acteurs de marché autour de très grandes banques américaines, européennes et japonaises n'y est pas non plus étrangère.

le réel...



« On aimerait bien connaître la valeur des prélèvements de la finance virtuelle sur l'économie réelle. »

Dans un tel contexte que deviennent nos 2 % d'économie réelle ? Celle qui couvre les salaires des travailleurs des entreprises et des administrations, les services publics de santé, ceux de l'éducation, du transports, des activités productives diverses, des titres de propriété des patrimoines industriels et personnels ? Ce sont eux qui supportent le mur d'argent de la masse financière qui, sans eux, s'effondrerait.

● Des déséquilibres à corriger

La sphère financière n'est pourtant pas seulement un parasite de la sphère réelle. Elle lui rend des services : disponibilité rapide de moyens pour investir et réaliser des projets, moyens d'intervention dans les réorganisations d'entreprises, souplesse dans le temps et dans l'espace dans l'usage de l'argent. Mais ce service n'est pas gratuit et on aimerait bien connaître la valeur des prélèvements de la finance virtuelle sur l'économie réelle. Les salaires, souvent somptueux des intervenants sur les marchés financiers, ne peuvent pas être pris ailleurs que sur l'économie réelle. Cela se fait au détriment des ressources allouées à d'autres acteurs. Dans une telle situation, un certain nombre de déséquilibres sont à corriger.

Les logiques financières s'imposent de façon excessive dans la vie des entreprises. Des équipes d'ingénieurs se découragent lorsque des processus de fusion et d'acquisition démolissent des projets industriels élaborés au terme

d'un travail prolongé, concerté, approfondi et minutieux. La valeur pour l'actionnaire, devenue l'étoile polaire de la gouvernance d'entreprise, fixe des objectifs de profit très supérieurs aux possibilités d'une croissance raisonnable des activités. Ceci amène à des décisions, à des pressions et à des tensions dont souffrent certaines catégories de personnes, en particulier les jeunes professionnels. Lorsque le rapport de force leur est défavorable, les fournisseurs et les sous-traitants pâtissent également. L'entreprise tire souvent de son milieu social et physique environnant des avantages sans contrepartie équitable. Le collectif de travail s'efface au profit de la société financière qui jouit par elle-même de toute la reconnaissance juridique. Face à un tel pouvoir, le droit du travail, voire le droit commercial, apparaît souvent inadapté et surtout inappliqué.

● Un avenir menacé

Outre les interrogations sur la maîtrise du système qui ont été particulièrement présentes pendant les perturbations boursières de ce mois d'août, la problématique du développement

« La problématique du développement durable est directement affectée par la domination des logiques financières. »

Le développement durable est directement affecté par cette domination des logiques financières. La concurrence internationale pousse à la baisse de l'impôt sur les sociétés : chaque État cherche à favoriser l'arrivée d'entreprises nouvelles, porteuses de capital et d'emplois. Le poids de l'impôt se déplace des personnes morales vers les personnes physiques et rend plus difficile l'équilibre des budgets d'État pourtant nécessaires au développement des politiques sociales, face aux pauvretés montantes et aux dépenses engendrées par la réhabilitation, l'entretien et l'amélioration de l'environnement. Le développement durable restaure dans nos esprits la valeur de la nature que les économistes du XVIII^e siècle considéraient comme le premier facteur de production. Les révolutions techniques et industrielles ont tendu à nous le faire oublier.

Mais il ne faudrait pas que le gonflement démesuré de la sphère financière continue de menacer doublement notre avenir. D'une part, par l'insuffisance de moyens alloués au bénéfice des exigences d'un développement soutenable, porteur du bien commun de l'humanité. D'autre part, par le mépris du facteur humain, c'est-à-dire des apporteurs de compétences dont la valeur doit être reconnue non seulement par le biais de rémunérations équitables, mais surtout à travers le respect des formes collectives de contribution à la production de la richesse commune.

Une dernière question se pose, ce système financier, qui n'est pas de soi favorable à la réalisation des objectifs du développement durable, a lui-même une durée problématique, car il est sujet à de nombreuses crises qui ne sont pas maîtrisées dans l'état actuel de la gouvernance mondiale. ●

Vie d'équipe : Acteurs chrétiens dans nos relations internationales

➔ **Beaucoup d'entre nous vivent professionnellement à un niveau international. Que ce soit par des déplacements, des missions à l'étranger ou plus simplement de son bureau par les nouveaux moyens de communication. Bien des entreprises ont aussi une dimension internationale. Par Christian Mazars.**

Bien souvent ceux avec qui nous sommes ainsi en lien n'auront pas d'autre contact que nous avec l'Église et l'Évangile. Par delà nos limites et nos imperfections, avec nos compétences et nos savoir-faire, nous avons à vivre à l'exemple du Christ. Dans bien des cas, c'est la seule façon possible d'être missionnaires.

- ➔ Avons-nous une relecture de nos attitudes, de notre accueil de la culture de l'autre ?
- ➔ Pouvons-nous dire comment, par delà nos différences, nous trouvons un chemin d'humanité commun ?

Proposition de texte

Les solutions des problèmes posés par l'existence doivent être étudiées, discutées, mises à l'épreuve avec le concours de tous. Voilà pourquoi les organismes et les rassemblements internationaux prennent toujours plus d'importance dans de nombreux secteurs de la vie humaine, de la culture à la politique, de l'économie à la recherche. Les chrétiens qui vivent et travaillent à ce niveau international se rappelleront toujours qu'ils doivent témoigner de l'Évangile.
La mission du Christ Rédempteur, encyclique de Jean-Paul II, n° 37





Limiter aujourd'hui pour préserver demain...

Après avoir fortement augmenté pendant des dizaines d'années, les prises de poissons stagnent depuis 15 ans malgré des navires aux capacités toujours plus grandes. Surexploitation, dégradation du milieu marin, pillage incontrôlé, gaspillage... Les ressources ne cessent de se raréfier et la pêche est aujourd'hui au bord du naufrage. Y a-t-il, malgré tout, des raisons d'espérer ?



Philippe Marchand
Directeur du centre
IFREMER de Brest.

La pêche mondiale est en danger. Un quart des stocks est en surexploitation chronique, la moitié est utilisée à son maximum depuis 30 ans, un quart seulement l'est modérément. Quant à l'Atlantique du nord-est, il est pressurisé. 40% des stocks y sont surexploités voire épuisés. La situation est plus que préoccupante... Malgré le moratoire de 1992, la population de morues de Terre Neuve n'a pu se reconstituer. De même pour le thon rouge en Méditerranée qui est menacé par un marché japonais très demandeur et « trop » rémunérateur. L'accès libre aux ressources a entraîné une « course au poisson » qui a eu pour effet d'accroître la capacité des flottilles de pêche qui sont entrées dans la spirale de la surexploitation.

Des chiffres

Monde (MT : million de tonne)	France
95 MT de poissons pêchés ;	0,83 MT de poissons pêchés ; 0,32 MT commercialisés
8 MT (environ) de rejets (à ajouter) ;	en France, soit 15% des besoins : 2,2 MT ;
30 MT (environ) de captures non recensés, soit un total de 133 MT de poissons ;	Consommation : 35kg/an/personne
47 MT de produits d'aquaculture ;	25% des besoins couverts par l'aquaculture ;
20% de la ration de protéines de 50% de la population mondiale	Filière pêche et aquaculture : 7 milliards d'euros de CA, 100 000 emplois, 20 000 marins, 5 500 navires

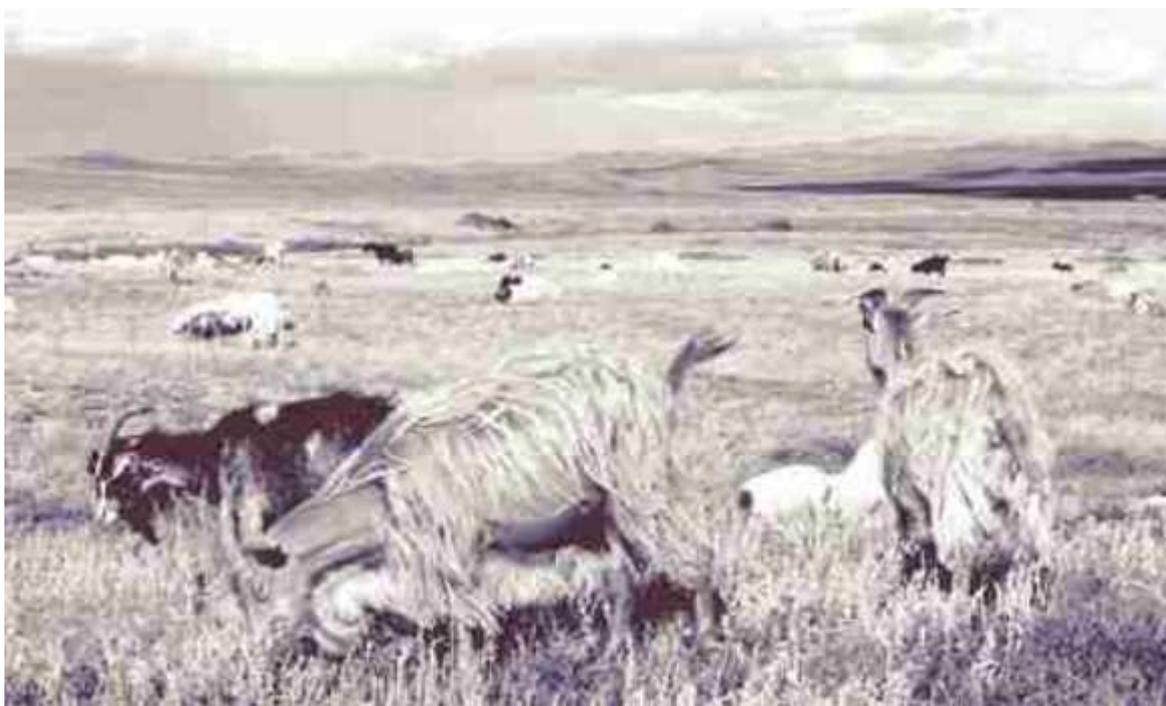
Avec des techniques de pêche de plus en plus sophistiquées et de moins en moins sélectives. D'où un gaspillage accru du fait des rejets. Pour un kilo de crevettes tropicales pêché, cinq kilos de « prises accessoires » sont gâchés et rejetés à la mer ! Conséquence : le poisson se raréfie, les pêcheurs affinent leurs techniques, les ressources s'épuisent encore plus... En France et en Europe, la dégradation des pêcheries s'accroît. Cela s'explique en grande partie par le non-respect des quotas

préconisés. Et le secteur devient de plus en plus difficile. Aux quotas par espèce, fixés par Bruxelles, plus ou moins respectés, s'ajoutent des mesures techniques limitant l'effort de pêche ou, parfois même, l'interdisant (l'anchois). Le prix du gazole, en constante augmentation, peut atteindre 30% du CA de certains chalutiers qui s'en sortent difficilement. La concurrence internationale ne cesse de peser sur les cours... Toutes ces contraintes, ajoutées à la pénibilité de la vie de marin pêcheur, rebutent de plus en plus les jeunes qui se détournent du métier.

Des raisons d'espérer

Pour tenter un sauvetage du secteur qui représente une réalité économique et sociale non négligeable (voir encadré), et sortir de cette spirale infernale, la politique commune des pêches a adopté un code européen pour une pêche durable et responsable. Le « plan d'avenir pour la pêche française » préconise d'adapter la flotte pour exploiter les stocks à leur « rendement maximal soutenable », de réduire les coûts énergétiques, de mieux contrôler l'application des règles, de mieux valoriser le poisson. Des solutions pratiques se mettent peu à peu en place : la régulation de l'accès aux ressources, la réduction du nombre d'exploitants, la délivrance de licences individuelles, la promotion de techniques de pêche plus douces que le chalut qui racle les fonds et manque de sélectivité dans les prises... Comme en témoigne l'exploitation actuelle de la coquille Saint-Jacques en Bretagne, des pêcheurs ont su s'organiser eux-mêmes pour pêcher durablement... ●

« La production de produits en Cachemire et poils de Chameau permet de contribuer à la lutte contre la pauvreté en Asie Centrale »



Des chèvres de luxe...

Projet de développement durable, réalisé de 2003 à 2006 pour la Commission européenne sous l'intitulé « Promotion & Development of Animal Hair Based Industry », cette expérience consiste à créer une solution « locale » pour permettre à un pays de participer à une démarche « globale » à vocation mondiale. Y ont participé de nombreux acteurs tant mongoles qu'européens. Fondé sur la formation de cadres, ce projet a pour but de relancer un secteur industriel et une activité d'élevage de haut niveau.

Figurant parmi les pays les plus pauvres, la Mongolie connaît de grandes difficultés pour trouver des pistes de développement. À côté de quelques richesses du sous-sol, c'est dans la steppe que germent de réelles chances de croissance. Ainsi, le lait de jument, prélevé au prix de traites de quelques centaines de grammes seulement, permet la fabrication de produits lyophilisés très recherchés. Par ailleurs, le fameux poil de la chèvre cachemire, fibre reconnue unanimement dans le domaine des vêtements de luxe, est collecté minutieusement après la saison froide, quand les chèvres sont ravies de se débarrasser d'un duvet, certes



Marc Renner
Professeur
à l'université
de Haute Alsace
à Mulhouse.

très fin, mais très chaud. Plusieurs démarches récentes, dont celle menée par l'UE, consistent à valoriser la production de poils d'animaux nobles en Mongolie, à apporter une valeur ajoutée à l'aide de l'industrie locale et à faire participer activement ce pays à la scène internationale du commerce des textiles de luxe.

● Vivable et équitable

La production de « poils animaux nobles » permet de participer à la sauvegarde de la biodiversité. Si l'espèce de la chèvre cachemire n'est pas en danger, ce n'est pas le cas du



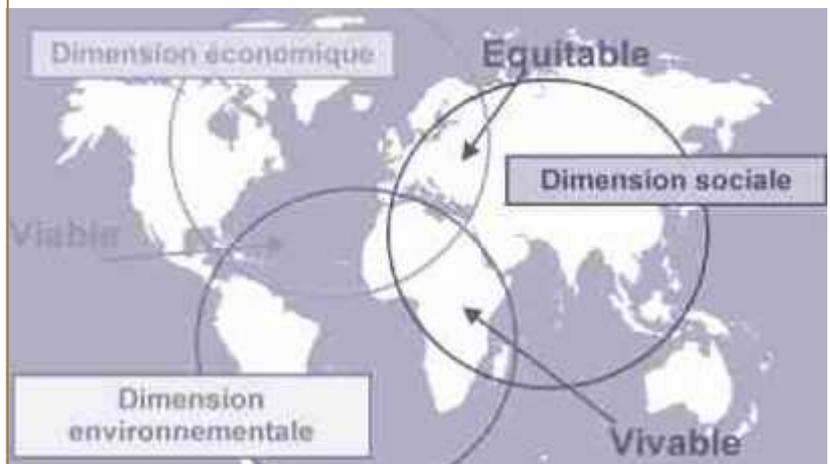
Photos : MARC BERTER

La chèvre Cachemire produit quelques centaines de grammes par an d'un « duvet » extrêmement fin, lisse et très doux au toucher. Ce duvet lui assure une protection contre le froid et le vent dans la steppe en hiver. Il compte parmi les fibres les plus précieuses de l'industrie textile et est sujet à de nombreuses contrefaçons.



La Mongolie en chiffres

3 millions d'habitants
Superficie :
1,5 million de km²
Densité 50 fois plus faible qu'en France
PIB : moins de 500 USD/habitant
Capitale : Oulan-Bator (environ 1 million d'habitants)



Un développement durable répond à une équation à trois « dimensions »
 Les solutions doivent être viables, vivables et équitables.

chameau Bactriane qui est en voie de disparition. L'exploitation de son poil fin d'hiver pourrait le sauver d'une consommation excessive de sa chair. Ressource naturelle qui ne nécessite aucun intrant (élément entrant dans la production d'un bien), cette production de fibres textiles est réellement viable.

En maîtrisant la qualité et en apportant une valeur ajoutée sur place, la production de poils animaux nobles permet un développement conjoint de l'agriculture et de l'industrie sous la forme d'un processus « gagnant / gagnant », équitable entre ces deux mondes qui se connaissent mal. Elle conduira le pays à devenir acteur de la filière « Cachemire » en créant des produits semi-transformés pour l'industrie du luxe.

En permettant aux familles nomades d'avoir une activité dans la steppe et en créant des emplois industriels en zone urbaine, la production de produits en Cachemire et poils de chameau devient une activité vivable et contribue à la lutte contre la pauvreté en Asie Centrale. Partageant les profits de cette activité, éleveurs et industries recherchent un nouvel équilibre entre monde rural et urbain, évitant l'exode à tout prix et l'accumulation des « yourtes-villes » en périphérie de la capitale.

● Trouver sa place

Gardons cependant à l'esprit qu'un tel processus de développement a des limites et nécessite de vaincre certaines difficultés.

Il n'est pas intéressant pour un pays comme la Mongolie de vendre la fibre brute de Cachemire sans y apporter une valeur ajoutée qui permet notamment de faire vivre l'industrie locale. Il convient toutefois de discerner la valeur ajoutée optimale à apporter au vu des technologies en place et de la maîtrise du marché que peut avoir un pays comme la Mongolie. Aussi, il apparaît que le stade du fil est à ce jour le plus intéressant. En effet, la filature, qui inclut le lavage, l'éjarrage (suppression des poils grossiers) et la fabrication du fil proprement dite apporte une valeur ajoutée importante sans être liée au processus de la mode. Les opérations suivantes telles que le tissage, la maille ou la teinture sont en revanche directement liées au design de l'article fini. Il

serait tentant de vouloir maîtriser toute la chaîne de production et de commercialisation en se plaçant sur le créneau des produits ethniques « made in Mongolia ». Mais il ne faut pas oublier que la mode du Cachemire se joue à Londres, à Milan et à Paris et qu'il convient avant tout de... trouver sa place dans la filière

De plus, les poils animaux nobles sont sujets à de nombreuses contrefaçons (mélange de matières plus ou moins nobles) et la vérification de l'authenticité est laborieuse et coûteuse. Or, les mélanges de matières ne sont possibles qu'au stade de la filature. Aussi, le fait de pouvoir garantir un approvisionnement en matière première conforme est un réel atout pour un pays comme la Mongolie. Cette démarche nécessite en revanche une très grande rigueur et exclut toute sous-traitance telle qu'elle pouvait se pratiquer avec des pays voisins. Il faut également se protéger du marché noir, source de contrefaçons et de profits pour les « intermédiaires ». Les éleveurs et l'industrie du pays en sont les grands perdants. Il convient aussi de résister aux investisseurs étrangers qui peuvent être tentés de prendre en charge l'ensemble de la filière en faisant miroiter leurs capitaux. On connaît toutefois leur caractère volatile dès lors qu'ils pourront faire meilleure affaire ailleurs. Aussi, la mise en place de « joint ventures » permet de maîtriser une partie des capitaux et de maintenir en place la filière. Les difficultés surmontées, l'expérience s'avère positive et prometteuse. ●

Pères en Mer

« Pères en Mer » est né il y a vingt ans sous l'impulsion de 3 hommes réunis en bateau. À l'origine un père de famille, son fils, un père jésuite. En 1998, suite à des rencontres et à des échanges, un nouvel équipage se forme, composé de pères de famille et d'un père jésuite, mélangeant générations et situations personnelles ou familiales. Le vecteur principal de cet équipage est le goût pour un temps de prière, de partage et d'amitié, sous le regard de Dieu et dans un environnement naturel, un voilier sur la mer.

Programme et conditions d'inscription

Pour 2008, une croisière est prévue du mardi 29 avril au soir jusqu'au dimanche 4 mai au départ de la Trinité-sur-Mer

ou de Lorient. Soit 5 jours. Nous prévoyons au maximum trois équipages soit 20 personnes.

Les conditions pour y participer :

- Savoir nager
- Pouvoir se libérer sans contrainte de sa famille et de son travail durant la période de la croisière (les temps de liaison par téléphone avec la famille sont volontairement limités et concentrés le soir de 20h00 à 22h00, sauf urgence)
- Être animé par le goût de « faire retraite » et de prier et méditer tout en partageant avec le groupe
- Être en recherche sur le thème « Comment servir Dieu et ma famille ? »
- S'ouvrir à la rencontre d'autres
- Être actif dans l'apprentissage de la voile
- Se mettre à la disposition de l'équipage pour se charger d'une tâche matérielle selon ses talents.

Date limite d'inscription

1^{er} décembre 2007 pour permettre la réservation des bateaux lors du salon nautique.

Budget :

Selon la répartition des frais (location bateau + nourriture + transport) environ 350 euros/personne pour les 5 jours.

Pour tous renseignements ou inscription : Jean-Michel André

6, allée Bréant - 92140 Clamart

Tél : 01 40 95 09 14 ou 06 25 94 62 48

Email : jeanmic.andre@wanadoo.fr

Retrouvez le sommaire détaillé, l'éditorial de chaque numéro et des propositions pour des réunions d'équipes sur : <http://www.mcc.asso.fr>

Week-end d'accueil Jeunes Professionnels Que deviennent nos rêves d'étudiant ?

13-14 octobre 2007

Centre spirituel Manrèse, Clamart 92

Informations au MCC : 01 42 22 18 56

Journée mondiale du refus de la misère 17 octobre 2007

20^e anniversaire de la pose au Trocadéro (Paris) de la Dalle en l'honneur des victimes de la misère
Journée officiellement reconnue par les Nations-Unis depuis 1992. Informations : www.oct17.org

Retraités(ées), équilibrés(ées)

Bonne santé, compétences professionnelles diverses qui voudraient essayer de former une communauté de vie, centrée sur l'Évangile, prière et action de développement, dans un village du Bas-Congo R.D.C. avec hôpital et fac de médecine.

Adressez courriel avec tél., skype et présentation à Jacqueline Beauregard : kiskoinonia@yahoo.fr

Rectificatif :

Dans le n°377. P. 11 nous avons commis une erreur. Il fallait parler d'auxiliaires du Sacerdoce et non d'auxiliatrices. Merci de nous en excuser.

Responsables

Éditeur : U.S.I.C. - 18, rue de Varenne - 75007 Paris

Tél : 01 42 22 18 56

<http://www.mcc.asso.fr> - journal.responsables@mcc.asso.fr

Directeur de la publication : Alain Brunelle

Rédactrice en chef : Marie-Caroline Durier

Graphiste : Véronique Vaude

Photomontage couverture : Christophe Chalier

Secrétariat : 01 42 22 59 57

Comité de rédaction : Anne-Marie de Besombes, Françoise Brunelle, Bernard Chatelain, Claire Collignon, Geneviève-Isabelle Coulomb, Denis Garnier, François Lacroix, Christian Mazars, Jean-Luc Ménager, Solange de Coussemaker, Laurent Tertrais.

Aumônier national : Bernard Bougon

Impression : Color 36, 36320 Villedieu-sur-Indre

Dépôt légal : 3^{ème} trimestre 2007 - mensuel

Inscription CPPAP n°0709 G 81875 Membre de l'A.P.M.S.

Toute reproduction partielle ou totale des articles parus dans ce numéro est interdite sans l'accord de la rédaction.

La réflexion entraîne l'action

Encore bercée par le roulis des vagues méditerranéennes qui me ramènent de Corse, j'arrive un dimanche soir devant l'imposante bastide de La Baume aux couleurs chaudes de la région aixoise. L'Université d'été à laquelle je me suis inscrite débute... Je suis pleine de questionnements, d'attentes et peut-être déjà sans le savoir d'Espérance...

Le lendemain, on entre dans le vif du sujet : le développement durable et ses origines. L'homme cherche son rapport juste à la nature : doit-il la protéger, la dominer voire sacrifier ce bien commun en bien marchand ? Mais le développement durable n'a pas qu'une dimension environnementale, il passe également par le développement de la société et de l'économie auquel l'université va consacrer du temps. L'emprise de la sphère financière sur l'économie réelle, le rôle de la productivité, le dilemme de l'entreprise dans le développement durable, mais aussi l'avenir de la pêche et des chèvres en Mongolie sont autant de sujets variés abordés en plénière ou en petites équipes.

Petit à petit, les personnalités du groupe se dévoilent, les points de vue divergent et sont sujets à discussion. Les participants, hommes et femmes de tout âge, venus de toute la France, échangent, confrontent leurs opinions. L'intergénérationnel est plein de richesses inattendues... Tout cela se fait dans un grand climat de respect, d'écoute et d'accueil de la parole de l'autre. L'essentiel n'est-il pas de comprendre et de prendre conscience qu'il est urgent de s'occuper de notre planète ? Alors résonne une question inévitable : et nous chrétiens, comment sommes-nous acteurs dans le développement durable ? L'Espérance peut-elle être un moteur ? Qu'est-ce qu'espérer ? Que puis-je espérer ? À quoi cela m'engage-t-il ? Mais où est l'Espérance ?



Sabine Vivet,
31 ans, Ingénieur
chez Renault,
Membre du MCC.

La Baume-les-Aix,
un lieu privilégié pour
l'étude et la réflexion.



MARIE-CRISTINE C. / AIX

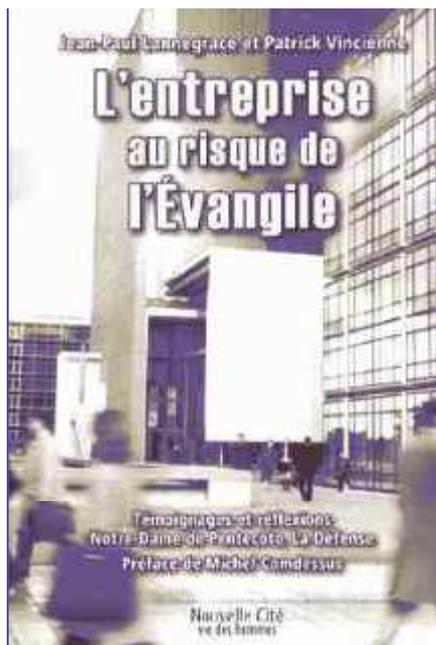
Cette dernière se fait déjà sentir, peut-être là, pendant cette université d'été, à 18h40, à l'heure des Chroniques de Patrice Vivares. Il nous parle de l'art des paraboles, nous apprend à convertir notre regard à partir d'un événement apparemment banal et qui prend soudain un sens universel. Comment ? L'Espérance n'est pas un rêve, elle est là, omniprésente, quoique cachée dans le tissu complexe de nos existences. Reste à deviner le moment imprévu où Dieu se révèle et c'est parfois l'acte de raconter qui fait advenir le sens que nous n'avons pas accueilli précédemment. L'Espérance, c'est la vie même explique le théologien Jean-Marie Glé. Mais elle n'a de sens et de durée que si elle s'incarne dans des engagements concrets individuels et collectifs. Ils sont une manière d'assumer le passé d'où nous venons.

Pour les générations de demain

Concrètement quels sont les actes que je peux poser dans cette dimension internationale qu'est devenu le développement durable ? Comment aujourd'hui agir pour protéger la vie de demain ? Qu'est-ce que le durable ? Du matériel acquis au fil des jours pour la vie terrestre, ou un idéal, un comportement qui vise à protéger les hommes et la planète et que je peux transmettre aux générations suivantes ? Qu'y a-t-il de plus important, l'avoir ou l'être ? Aujourd'hui, que fais-je pour l'environnement ? Voilà autant de questions arrivées à mon esprit face à l'urgence de la situation.

« Lève toi et Marche », ainsi se conclut notre semaine, cette parole biblique nous invitait tous à entreprendre avec Espérance une démarche et à poser des actes de développement durable... ●

L'espérance ne prend son sens et n'a de durée que si elle existe dans des engagements concrets



Des chrétiens au travail...

des comportements qui permettent de faire grandir l'Homme, s'interrogent sur leurs engagements et leurs actions. De nombreux groupes s'y réunissent, membres du MCC, d'EDC, des équipes informelles... L'entreprise au risque de l'Évangile recueille l'essentiel de différents cahiers de témoignages et de réflexions issus de ces rencontres. Parmi les sujets traités, citons d'abord le chapitre **Attribuer sa place à l'homme**. Il aborde les sujets du droit, de l'organisation, de la prise de décision et tente d'analyser sans artifices les comportements humains dans l'entreprise... D'autres problématiques sont également abordées dans l'ouvrage telles que la violence, la liberté d'action ou la place de l'argent... Un unique constat : pour prendre de la

distance avec son ego et aimer sincèrement son prochain sur son lieu de travail, une véritable conversion est nécessaire... Les membres du MCC pourront y trouver des idées pour leurs réunions d'équipe. Et tous y découvriront des pistes d'action pour un engagement plus fort au sein même de l'entreprise. Une réflexion constructive sur les comportements à adopter pour promouvoir dans sa vie professionnelle la paix, la justice, la reconnaissance, l'éthique, le développement durable... En un mot : une « âme »... Là, est l'intérêt du livre, il donne envie d'agir !

Bernard Chatelain

L'entreprise au risque de l'Évangile
JP Lannegrace et P Vincienne

Éditions Nouvelle Cité, 252 pages, 20

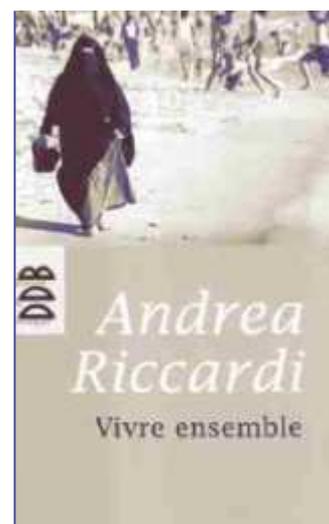
Notre Dame de Pentecôte est une maison d'Église implantée au cœur même du quartier des affaires de la Défense. Là, des acteurs de la vie économique cherchant à adopter

Vers une harmonie des différences

Andrea Riccardi, fondateur de la Communauté Sant'Egidio, professeur d'histoire est surtout connu pour ses actions de médiation en faveur de la paix et du dialogue entre religions. Dans son dernier ouvrage *Vivre ensemble*, il nous offre une plongée dans l'histoire contemporaine, dans cette modernité paradoxale qui rend le monde de plus en plus difficile à saisir... Exaltation de la nation et refus de l'altérité pour certains, crise des états fondés sur la diversité, peur de l'Islamisme pour

d'autres... Face à ce monde si divers et pourtant confronté à la globalisation et à l'uniformisation, Andrea Riccardi nous invite à inventer un avenir plein d'espérance. Son livre est un véritable plaidoyer pour l'étude et la connaissance de notre histoire, étape essentielle à une compréhension de l'autre —notamment de l'Islam— libérée des caricatures et des préjugés. L'auteur propose à tous d'agir pour l'élaboration d'une culture commune et plurielle, dans le respect de la diversité. Tisser des liens de solidarité, nouer

un vrai dialogue dépend autant de la responsabilité des chefs d'États que de celle de chacun de nous. D'une lecture facile, *Vivre ensemble* nous permet de dépasser les généralisations simplistes pour éviter la confrontation systématique et apprendre le multiculturel. Véritable éloge d'une Europe tolérante dont la spiritualité a permis un *Vivre ensemble* dans la diversité. L'auteur nous propose d'intégrer reconnaissance de l'Autre et dimension religieuse. Un véritable art de vivre à développer !



Vivre ensemble
Andrea Riccardi

Éditions DDB,
B. C. 206 pages, 19

Responsable d'équipe, créer du lien

➤ Denis Garnier fait partie de l'équipe *Tous en Seine* (Hauts-de-Seine) depuis sa création, il y a sept ans. Il en est le responsable depuis un an. Son équipe est composée de membres âgés de trente à quarante ans, en couple ou célibataires. Plusieurs de ces membres ont eu des responsabilités importantes au sein du mouvement. Témoignage recueilli par Marie-Caroline Durier.



Denis Garnier
Responsable
d'équipe

Etre responsable d'équipe suppose un certain investissement. Pourquoi prendre ces fonctions ?

J'ai été élu responsable l'année passée et j'ai accepté cette charge sans difficulté. L'équipe est stable et assidue aux réunions mensuelles. Mais il me semble nécessaire que le rôle de responsable d'équipe soit pris tour à tour par chacun des membres pour une durée limitée. Cela permet de rendre ce service à l'équipe et au mouvement en évitant de s'engager sans avoir un horizon visible

En quoi consiste votre travail au sein de l'équipe ?

En interne, je m'efforce d'assurer la coordination, avec notamment le rappel régulier des dates et des lieux des prochaines réunions. Le responsable d'équipe, éventuellement en lien avec l'accompagnateur, doit également faire attention à chacun : prendre des nouvelles d'un membre absent, être attentif à une personne qui pourrait connaître des difficultés. Je prends mon tour pour la préparation, l'animation et la rédaction de comptes-rendus de réunion, mais ces tâches n'incombent pas au seul responsable...

L'équipe *Tous en Seine* se réunit tous les mois depuis sept ans.

Nous sommes une courroie de transmission

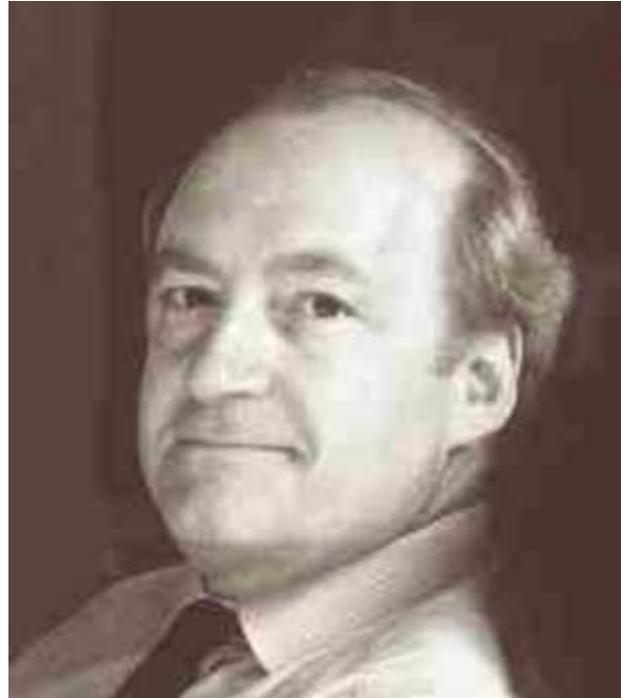
Et au sein du mouvement ?

En externe, je fais le lien entre l'équipe et le mouvement. Notre équipe ne recrute pas elle-même : les nouveaux membres ou un nouvel accompagnateur sont nommés par le secteur ou la région. Quelques sessions dans l'année réunissent les responsables d'équipe du secteur ; cela permet de transmettre au mouvement des informations sur la vie de notre équipe, de formuler nos éventuels besoins. Cela nous permet aussi de recueillir des nouvelles du secteur et de la région pour en faire part à l'équipe. Nous sommes une courroie de transmission en quelque sorte...C'est aussi auprès des responsables d'équipe que le mouvement cherche les volontaires pour la préparation d'un événement de secteur ou de région. À nous donc de les trouver au sein des équipes ! Enfin, il faut bien parfois faire quelques relances pour les cotisations et les abonnements à *Responsables*...

Que vous apporte cet engagement au sein du mouvement ?

Ma responsabilité d'équipe me donne la possibilité d'accroître mes contacts et de m'ouvrir aux autres acteurs du MCC au-delà de ma propre équipe. C'est également une source d'enrichissement pour notre couple : mon épouse est devenue, elle aussi, responsable de son équipe quelques mois après moi. Nous avons donc l'occasion d'échanger sur la façon dont nous assurons ce service. En plus, cela ne représente pas un engagement excessif en temps au-delà des réunions mensuelles. En bref : que du positif ! ●





Il n'y aura pas d'États-Unis d'Europe

➤ **Conseiller diplomatique, porte-parole puis secrétaire général de l'Élysée sous François Mitterrand, avant d'être nommé ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de Lionel Jospin, Hubert Védrine a remis, mardi 4 septembre, le rapport sur la France et la mondialisation dont l'avait chargé Nicolas Sarkozy. En phase avec l'actualité, le MCC a reçu l'ancien ministre pour un débat-Varenne sur l'Europe le 12 juin dernier.**
Par Laurent Tertrais.

Nel'appelez plus Europe, tant ses contours comme le sens de son existence même font l'objet, au mieux, de débats passionnés, au pire de consensus minimum. Dites dorénavant les Européens lorsque vous parlez de cette aventure mêlant l'engagement d'une paix durable entre les peuples et la mise en commun de quelques projets transnationaux. Deux ans après que deux pays fondateurs – la France et les Pays-Bas – ont refusé le projet de traité constitutionnel, l'hyper-réalisme d'Hubert Védrine constitue une méthode pour sortir de l'impasse. Il dénonce « l'euro péisme » pour le distinguer du sentiment pro-européen. Il appelle à quitter la marche forcée allant vers une superstructure protectrice en sortant du postulat, suivant lequel les États nations sont dépassés et responsables de tous les malheurs du monde. Pour lui, « il n'y aura jamais d'États-Unis d'Europe ». Car les peuples ne veulent pas aller beaucoup plus loin... Les équilibres entre les États nations et les institutions n'évolueront guère à l'avenir. Pire : le projet de constitution a été le pas de trop dans la volonté de créer une Europe politique. Bref, l'Europe a atteint son niveau maximum.

Continuer autour des projets

Mais alors, comment peut-on être Européen ? Hubert Védrine propose d'abandonner les thèmes où il y a trop de divergences – la politique étrangère par exemple, comme on l'a vu en Irak – plutôt que de rechercher le plus petit dénominateur commun (« se réunir pour dire qu'on est pour la démocratie et pour la paix, à quoi ça sert ? »). Identifier les désaccords pour, à long terme, les dépasser. Reste que l'Union, aujourd'hui construite, doit fonctionner. L'aventure doit continuer autour de projets : défense européenne, politiques communes dans le domaine social ou économique de la zone euro, etc. Idem quant au débat sur l'identité européenne que le rejet du projet constitutionnel a ouvert. Là encore, du réalisme : « les valeurs de la démocratie, de l'économie de marché sont

« L'Europe, c'est à la fois la chrétienté, les Lumières et les acquis de la Révolution »

trop globales pour créer une identité » répond H. Védrine. Il n'y a pas de critère pour trancher sur ses contours. « L'Europe, c'est à la fois la chrétienté, les lumières et les acquis de la Révolution ». Relevant « qu'il n'y a pas plus d'accord sur les frontières qu'il n'y en a sur l'identité », l'ancien ministre plaide cependant pour que les Européens se situent par rapport au monde.

Vers une puissance moderne

« Que pesons-nous dans un ensemble de plus de 6 milliards d'individus ? Défendre un modèle social et un certain mode de vie ne suffit plus pour exister ! Nous avons aujourd'hui à imaginer des politiques communes comme la politique commerciale dans laquelle nous sommes cohérents. Ce afin d'assumer notre place dans le concert mondial. Les chantiers ne manquent pas. Saurons-nous garantir notre indépendance énergétique ? Que pesons-nous face au défi écologique ? Quelle capacité de défense sommes-nous capables de projeter ? Quelle sera la politique démographique et d'immigration ?

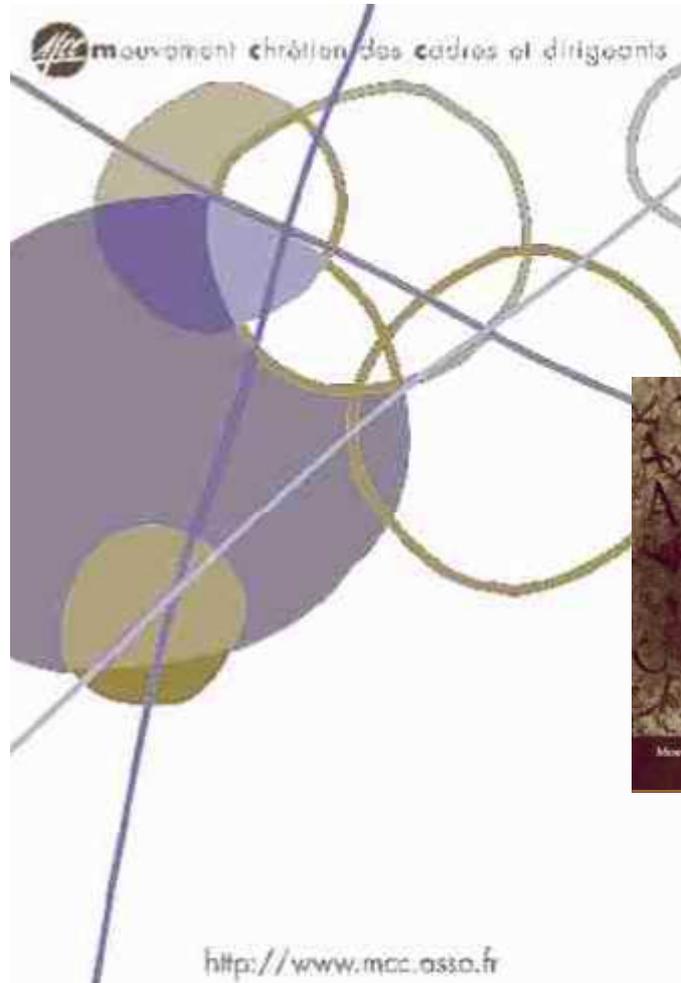
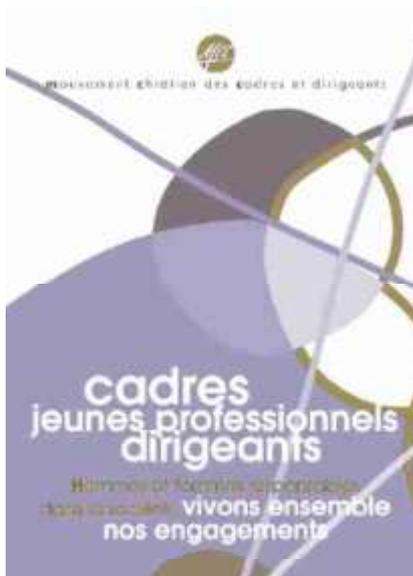
L'Europe est aujourd'hui une sorte de coalition à vingt-sept pays qui se sont développés entre eux. Elle doit devenir une puissance moderne et coordonner ses moyens : entreprises, recherche... Son moteur est aujourd'hui la mise en œuvre de nouvelles politiques ou de nouveaux grands projets européens. ●

S'exposer pour s'enrichir

➤ Parce qu'un mouvement vivant est un mouvement visible, le MCC propose des outils de communication aujourd'hui renouvelés et complémentaires.



Laurent Tertrais
Journaliste,
membre du comité
de rédaction



L'affiche, éclatante, reprend le visuel du congrès de Marseille (2006) : des cercles et des lignes qui se croisent, symboles de la diversité du mouvement et de la richesse des débats.



Le livret d'équipe, dans sa nouvelle édition, propose en détail la démarche du mouvement, le discernement, la vie d'équipe, la mission du mouvement dans l'Église.
40 pages, mars 2007



La nouvelle plaquette est simple et visible. Pas trop de texte, des couleurs vives. Elle accroche le regard et accueille celui ou celle qui se demande ce qu'est le MCC.
8 pages, Juillet 2007



Le journal **Responsables** affirme
 lui la dimension d'ouverture
 du MCC
 sur le monde.
 Il nourrit les
 équipes
 du mouvement,
 pose un regard
 attentif
 et éclairé
 sur des thèmes
 qui nous
 engagent
 tous.

BON DE COMMANDE

À compléter ou à photocopier accompagné du règlement à : *Responsables* abonnements - MCC
 18, rue de Varenne - 75007 Paris - Tél. : 01 42 22 59 57, journal.responsables@mcc.asso.fr

J'entoure le ou les numéro(s) choisis de *Responsables* (au prix unitaire de 5 €) :

366 - 367 - 368 - 369 - 370 - 371 - 372 - 373 - 374 - 375 - 376 - 377

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ e-mail : _____

Membre du MCC oui non Sympathisant Autre : _____

Paiement par chèque à l'ordre de l'USIC

Conformément à la législation en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des informations vous concernant (art.34 de la loi Informatique et Liberté) enregistrées sur la base de données du MCC en vous adressant au secrétariat du MCC. Par notre intermédiaire vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés et organismes. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de cocher la case ci-contre.



mouvement **c**hrétien des **c**adres et dirigeants

Économie, écologie, tourisme, culture, spiritualité... Un projet longue durée.

Ainsi soit-île !

➤ **Pèlerins du Moyen-âge ou touristes d'aujourd'hui, le Mont Saint-Michel a toujours su attirer les hommes. Mais la construction de la digue le reliant au continent en 1879 n'a pas fait que menacer son insularité, elle a largement participé à l'ensablement de la baie tout entière et par là-même a compromis le fragile équilibre du lieu... Pour réparer ces erreurs, études et projets se succèdent... Enfin, le 16 juin 2006 les travaux pour « le rétablissement du caractère maritime du Mont Saint-Michel » commencent. Rencontre avec François-Xavier de Beaulaincourt.**
Par Solange de Coussemaker.



François Xavier de Beaulaincourt
Ingénieur ESME SUDRIA, directeur général des services, syndicat mixte.

Que pouvez-vous nous dire de ce projet et de ses enjeux ?

On essaie de remettre le Mont Saint-Michel dans son écrin historique, fait de sable, d'eau et de démarches piétonnes. Ce projet est global. Il touche à tout ce qui concerne la vie dans l'environnement hautement symbolique de la baie et du Mont Saint-Michel dont le rayonnement spirituel est à l'origine du succès. On n'a pas d'obligations concrètes dans ce domaine, mais les élus bas-normands ont précisé, par écrit, le lien entre rétablissement du caractère maritime et spirituel du lieu. Toutes les baies du monde s'ensablent, c'est naturel ! Ce qui ne l'est pas, c'est que la main de l'homme a fortement accéléré le processus naturel. Il a donc été décidé de remettre les pendules à l'heure, au sens écologique du terme. Désensabler complètement la baie n'est pas à notre portée, mais nous pouvons rendre au Mont son caractère insulaire en repoussant les sédiments qui l'entourent et sa beauté d'antan, libérée des milliers de voitures et camping-cars qui stationnent à ses pieds. Pour cela, nous nous aidons des études et recherches passées. Nous utilisons les forces hydrauliques naturelles que nous apprivoisons grâce au nouveau barrage réversible sur le Couesnon. C'est un projet écologique à dimension économique, et non l'inverse. Il rentre pleinement dans le cadre du développement durable et va concerner plusieurs générations. Après avoir mûri pendant plus d'un siècle... Clin d'œil écologique ! Ce sont des crapauds protégés par les directives européennes qui ont donné le coup d'envoi de l'opération de façon irréversible : le réaménagement de leurs mares était indispensable. Plus

largement, toute la biodiversité de la baie a été inspectée, évaluée, et le projet a l'obligation de faire mieux sur tous les registres. Sur le plan culturel, l'éloignement des parkings va permettre aux touristes de profiter de la Baie tout entière avant d'accéder au Mont lui-même.

Tout cela a un coût. Le budget a évolué avec les années, qu'en est-il exactement ?

Ce sont 200 millions d'euros, à répartir en cinq blocs de 40 millions environ. A titre indicatif, cela correspond à 70 euros pour chacun des 3 millions de visiteurs annuels.

Le budget, en valeur absolue, a augmenté avec les années, mais ce chantier n'a aucun équivalent dans le monde, aucun référentiel. Ce n'est pas pour autant un projet utilisant des technologies très innovantes ; au contraire, on emploie des moyens éprouvés dans des proportions qui sont plutôt plus grandes qu'ailleurs. Sur le plan financier, on se fixe comme objectif de tenir dans l'enveloppe financière allouée, mais je ne dis pas qu'on finira à 200 millions... Cependant, si on le compare à d'autres chantiers comme le métro de Rennes (450 millions d'euros) ou 30 Km d'autoroute (200 millions), son coût reste très modeste compte tenu des enjeux.

Qui sont les partenaires du projet ? Comment cela s'agence-t-il ?

Le maître d'ouvrage, c'est-à-dire l'ordonnateur payeur, c'est le syndicat mixte (comme un GIE pour le privé) qui regroupe plusieurs collectivités : les régions Bretagne et Basse-Normandie, le département de la Manche et les trois

Ce chantier n'a aucun équivalent dans le monde, aucun référentiel.

Informations complémentaires : www.projetmontsaintmichel.fr



Le projet redonne au Mont Saint-Michel son caractère maritime. Une route-pont permettra d'y accéder tout en profitant, sans voiture, de la baie dans son ensemble.

communes les plus concernées par le projet : Pontorson, Beauvoir et le Mont Saint-Michel. L'État est un partenaire financier. Il existe aussi un organisme de codécision, le comité de pilotage. Le syndicat exécute les décisions prises ensemble. Projet d'intérêt national, à portée internationale (l'Europe accorde des subventions, mais ne décide pas), il ne peut être porté uniquement par les collectivités territoriales, même s'il est très important pour la réussite du projet qu'elles soient moteurs.

Du haut de ses 92 m la « Merveille de l'Occident » contemple la baie des plus grandes marées d'Europe.



Le Mont en chiffres

- 709** : Construction d'un sanctuaire en l'honneur de l'archange Saint Michel
- XI^e siècle** : Fondation de l'église abbatiale romane.
- 1874** : Classé monument historique.
- 1978** : Inscrit au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO.
- 43** habitants montois en 2006 dont 12 religieuses et religieux des fraternités de Jérusalem
- Plus de 3 millions** de visiteurs par an, 10 millions attendus en 2010.
- 92 m** d'altitude.
- 960 m** de circonférence.
- 13 m** de marnage lors des plus grands coefficients de marées.

Quel type de difficulté rencontrez-vous dans l'exercice de vos fonctions ?

Je suis le directeur du projet, chargé de coordonner tout ce petit monde pour respecter le cahier des charges. J'exécute les décisions du pouvoir politique et je dois fédérer des gens très divers, faire voter les budgets de fonctionnement, gérer les compétences et les adapter aux besoins... Un conseil d'administration, ce que nous appelons le comité syndical, c'est épuisant ; cela demande un gros travail de concertation en amont. Le côté juridique et réglementaire est aussi très lourd.

Votre parcours vous préparait-il à ce type de mission ?

Ingénieur de formation, j'ai été entrepreneur dans le BTP technique pendant dix ans et suis passé dans la maîtrise d'ouvrage de la construction du métro automatique de Rennes, et quelques temps dans la construction du tramway de Valenciennes. Le syndicat mixte cherchait au départ, sans succès, un fonctionnaire à détacher. Une personne qui avait à la fois une expé-

rience de chantier, de maîtrise d'ouvrage public et de clientèle, cela correspondait à mon profil. Je suis arrivé au bon moment. J'ai été embauché en mars 2004 par un président de région en fin de mandat. Mon contrat est de trois ans renouvelable jusqu'à la fin du chantier prévue en 2012. Mais mon engagement est aussi personnel. Même si ce projet n'a pas de caractère confessionnel, je le prends comme une grâce, parce que j'ai une histoire forte avec Saint Michel. Le Mont est à la fois pour moi, une source et un chemin. Source, parce que c'est ici, au Mont que ma foi s'est enracinée en moi. Chemin, parce qu'enfant du pays, j'y suis toujours retourné. Ce poste me permet de faire la synthèse de ma vie professionnelle et de ma vie personnelle. C'est passionnant ! ●



👉 **Édito** Olivier Vasseur 👉 **Actualités et agenda** Laure Déléry 👉 **L'Église et le monde** : L'Union européenne et l'Église s'expriment sur l'Europe, Christel Koehler 👉 **Des données chiffrées qui nous questionnent** : De la gestion aléatoire des aides internationales, Thierry de Somer 👉 **Zoom** : Enseignement supérieur et mondialisation, Jean Werquin.

ÉDITO

L'été est déjà loin. Avons-nous oublié la crise immobilière aux États-Unis qui influe sur les bourses mondiales, la pénurie de lait parce que les Chinois se sont mis au yaourt, la sécheresse en Australie qui fait monter le prix du blé et les inondations sur le sous-continent indien ? Le soit-disant été pourri du journal de 20 h l'était-il vraiment ? Les températures étaient inférieures aux normales saisonnières mais celles-ci ne sont-elles pas faussées ces dernières années par l'appétit de ces milliards d'humains qui veulent obtenir notre niveau de vie occidental ? Quelle leçon devrions-nous tirer de notre été, peut être que cette histoire de battement d'aile de papillon dans le pacifique qui provoque un ouragan au Mexique contient une part de vérité : le papillon, c'est moi, et est-ce que je bats des ailes comme il faut ?
Olivier Vasseur



Laure Déléry



Hélène Lerossignol



Olivier Vasseur



Thierry de Somer

ZOOM

Enseignement supérieur et mondialisation

Qui de nous, dans ses relations avec des institutions de l'étranger, n'a pas ressenti le peu de valeur des diplômes français ? Des titres, prestigieux en France, sont inconnus de nos correspondants extérieurs, qui ne connaissent, souvent, que les grades universitaires.

Depuis quelques années, les grandes écoles françaises se sont rendu compte que pour être appréciés à la hauteur de leurs compétences, nos diplômés doivent présenter des titres mondialement connus, et c'est ainsi qu'est né le système « 3-5-8 » (en années post-bac), rebaptisé « LMD » (licence, master, doctorat). Mais l'ouverture à l'international a également changé de dimension. Nos écoles accueillaient jadis quelques élèves étrangers ; parallèlement, quelques anciens allaient parfaire leur formation dans une université étrangère, acquérant ainsi une référence de plus. Faire des études hors de l'Hexagone, ce qui était autrefois une simple option, devient aujourd'hui une règle, assortie de fortes incitations.

La guerre Universités – Grandes Écoles est également à ranger au placard. Longtemps, les universités françaises ont accusé les « prépas » d'écarter les meilleurs bacheliers, même si bon nombre d'écoles sont organiquement liées à telle ou telle faculté. Le temps est venu de réconcilier ces deux aspects de notre enseignement supérieur. Il s'agit à la fois « (d') élever nos formations supérieures et notre recherche au meilleur niveau de la compé-

tion internationale ; (de) démocratiser, pour les nouvelles générations, la réussite à l'université et l'accès aux grandes écoles », écrit Richard Descoings dans son livre *Sciences Po*¹. « Quelle entreprise recruterait aujourd'hui un jeune collaborateur – fût-il issu des meilleures écoles – qui ne maîtriserait pas l'anglais, qui se montrerait résolument hostile à la mobilité internationale ? Quelle équipe de cadres est aujourd'hui "mono-nationale" ? ».

La taille de l'infrastructure d'enseignement et/ou de recherche, outre les synergies qu'elle permet, est un autre moyen de soutenir la comparaison avec les campus étrangers. Or très peu de nos grandes écoles présentent une « surface » suffisante : elles ont donc intérêt à se grouper. Un exemple, plusieurs d'entre elles ont constitué ensemble, sur le plateau de Palaiseau, le réseau « Paris Tech » en pleine croissance.

Ce ne sont là que quelques pistes ; d'autres commencent à être explorées. Et nous, les anciens élèves de telles écoles, comment pouvons-nous y contribuer ?

Jean Werquin²

¹ Publié en 2007 aux Presses de Sciences Po

² Ancien co-fondateur au MCC du RARI (Réseau d'attention aux réalités internationales)

DES DONNEES CHIFFREES QUI NOUS QUESTIONNENT

De la gestion aléatoire des aides internationales...

Imaginez-vous, un instant, ministre des finances d'un pays « riche en potentiel », d'un pays en voie de développement, si vous préférez. Votre pays a de grandes difficultés, mais aussi de grands amis, puissants qui se sont engagés à vous aider. De quoi s'en sortir ?

Seulement, il vous faudra être champion de la gestion des rentrées aléatoires. En effet, selon l'OCDE, 65 % des aides sont délivrées conformément aux calendriers. Non seulement, dans ces conditions, il est difficile pour votre gouvernement d'engager des enseignants, des médecins, des fonctionnaires supplémentaires, mais encore, il vous faudra les renvoyer à la première promesse d'aide internationale non tenue, ou en retard. Vous êtes privé de continuité dans vos choix : par exemple, vous pouvez mettre en place des thérapies à base d'anti-rétroviraux pour les malades du sida, mais il vous faudra les suspendre une fois les caisses vides.

Certains pays, dans ces conditions, préfèrent stocker les aides, plutôt que de les dépenser. Le Ghana entre 2001 et 2003 a reçu 1,3 millions de dollars d'aide et en a stocké 1,2 millions dans les réserves de sa banque centrale.

De plus, vous ne pouvez pas être vraiment maître de vos décisions, car les donateurs s'invitent dans vos affaires, de façon envahissante, maladroite et rivalisent entre eux. Selon l'OCDE, 31 pays pauvres ont reçu la visite de 10 837 « missions » d'aide en 2005, soit presque une par jour.

En avril 2007, à Paris, s'est réuni le club des 22 principaux pays fournisseurs d'aide internationale. Selon *The Economist*, « Les donateurs s'engageraient à soutenir la stratégie de lutte contre la pauvreté conçue par le gouvernement du pays lui-même plutôt que d'imposer les moyens accompagnant leurs aides »

Est-ce que cela sera suffisant pour que votre gouvernement agisse efficacement ?

D'après une information du Courrier International parue le 27 avr. 2007.

L'ÉGLISE ET LE MONDE

• **Du 19 au 23 mai, Pax Romana a fêté ses 60 ans lors d'une session au Vatican.**

P. Ledouble, délégué du MCC auprès de Pax Romana (et coordinateur Pax Romana pour l'Europe) et Ch. Koehler, chargée de l'international au MCC, ont participé à l'événement. Pax Romana-MIIC/ICMICA est le Mouvement International des Intellectuels Catholiques dont le MCC est membre pour la France. Créé en 1947 après une première période dans l'entre-deux guerres, il réunit des catholiques réfléchissant sur les questions sociales, de développement ou de droits de l'Homme. Ses membres dans le monde entier, et particulièrement dans les pays en développement, sont très engagés pour plus de justice sociale et de progrès humain. Le Mouvement est d'ailleurs représenté à l'Unesco et est reconnu par le Saint-Siège. La session de Rome a justement porté sur « Le Saint-Siège, une autre approche de la mondialisation ».

• **Du 1^{er} au 3 juin, le SIAEC (Secrétariat International des Ingénieurs, Agronomes et cadres Économiques Catholiques) s'est réuni à Prague sur le thème de l'Agriculture.**

C. Rigard-Cerison (aumônier du SIAEC et accompagnateur au MCC), B. Hyon (Délégué du MCC au SIAEC) et Ch. Koehler (chargée de l'international au MCC) étaient présents.

• **Du 16 au 23 juillet 2007**, à l'initiative de la JICI (Jeunesse indépendante chrétienne internationale) et du Miamsi (Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants) **s'est tenu à Cotonou (Bénin), un forum citoyen des jeunes cadres catholiques** provenant des Églises d'une dizaine de pays d'Afrique francophone qui ont réfléchi sur le thème : « Promouvoir l'engagement économique, social et citoyen des jeunes cadres chrétiens en Afrique à la lumière de l'enseignement social de l'Église ». Infos : www.dia-afrique.org

ACTUALITÉS

5 juin 2007 : Journée mondiale de l'environnement

dans le cadre de l'Année polaire internationale sur le thème « La fonte des glaces : question brûlante ? »

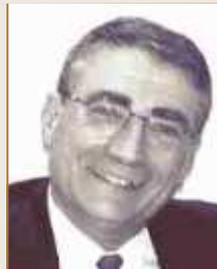
6-8 juin 2007 : Sommet annuel du G8 sur le thème « croissance et responsabilité »

(Heiligendamm, Allemagne) Parmi les nombreux thèmes abordés, celui de la lutte contre la pauvreté et la promesse finale d'augmenter de 60 milliards de dollars l'aide en faveur de la lutte contre le VIH / Sida, la tuberculose et la malaria. (www.make-aid-work.org)

15 juin 2007, la 96^{ème} conférence internationale du Travail a conclu ses 15 jours de travaux après l'adoption d'un nouveau dispositif de normes sur le travail dans le secteur de la pêche.

AGENDA

- **16 octobre** : journée mondiale de l'alimentation.
- **20-21 octobre** : Réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale.
- **17 – 25 novembre 2007** : 10^{ème} édition de la Semaine de la solidarité internationale (SSI). www.lasemaine.org
- **19 – 23 novembre** : 9^{ème} Conférence interrégionale de la CNUCED sur la gestion de la dette.
- **25 – 28 novembre** : Conférence internationale de la Croix Rouge. www.icrc.org



Bernard Bougon, s.j.
Aumônier national
du MCC

Une mission pour l'Humanité

« Au commencement Dieu créa le ciel et la terre... » Au commencement de l'Université d'été du MCC, dans une petite clairière tout embaumée des senteurs des pins provençaux, nous avons entendu au cours du temps de prière qui ouvrait la journée ce texte ancien.

Évoquant le projet de Dieu pour le sixième jour, le livre de la Genèse énonce : « Dieu dit : "Faisons l'homme à notre image, selon notre ressemblance et qu'il soumette les poissons de la mer, les oiseaux du ciel, les bestiaux, toute la terre

et toutes les petites bêtes qui remuent sur la terre". Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu il les créa, mâle et femelle il les créa. Dieu les bénit et leur dit : "Soyez féconds et prolifiques, remplissez la terre et dominez-la..." ».

Il semblerait qu'au cours des âges, les auditeurs de ces paroles les ont comprises comme une mission donnant carte blanche à l'humanité en fait de domination et de pouvoir pour agir sur la terre selon son vouloir.

Dans l'immédiat après-guerre, certains ont commencé à craindre un épuisement probable des ressources naturelles de notre planète, sans pouvoir cependant en évaluer la date ; d'autres se sont demandé si les dégâts - comme ceux provoqués par le nucléaire - ne seraient pas irrémédiables. À la fin des années 70, le philosophe allemand Hans Jonas estimait que la nature pouvait être irrémédiablement blessée par la redoutable efficacité du développement des sciences et des technologies. Dans son ouvrage « le Principe de responsabilité », il nous invite à nous reconnaître un devoir moral premier envers la nature : assumer notre développement tout en préservant les conditions de l'avenir pour nos arrières petits-enfants.

Au cours de l'Université d'été MCC, les intervenants et nombre de participants ont fait connaître leurs engagements professionnels ou associatifs non seulement pour protéger ces « biens communs » que sont l'eau, l'air, la terre et ses ressources, mais aussi pour chercher les voies d'avenir pour nos sociétés.

En les écoutant, je me suis demandé si nous ne lisions pas souvent à contre-sens ce premier chapitre de la Genèse. En effet, il nous dit clairement que la domination de l'homme sur la nature doit être comprise comme la seigneurie d'être créés à l'image et à la ressemblance de Dieu. Ces paroles nous rappellent que notre vocation d'homme et de femme est, en union de cœur et d'esprit avec Dieu, d'œuvrer à la continuation de sa création, d'être habités par le respect et l'amour tout entier contenus dans cette stance :

« Dieu vit que cela était bon ; Dieu vit que cela était très bon. »

*Assumer notre
développement tout
en préservant les
conditions de l'avenir*

Passage de témoin à la rédaction de *Responsables*

➤ **Après quatre années en tant que rédactrice en chef de *Responsables*, Agnès de Préville se tourne vers d'autres aventures, non sans confier le titre avec moult précautions à la nouvelle arrivée Marie-Caroline Durier. Une rencontre professionnelle emprunte de sympathie...**

Agnès de Préville : Marie-Caroline, vous découvrez *Responsables*. Qu'est-ce qui vous a attirée dans ce magazine ?

Tout d'abord la qualité des articles et les thèmes abordés. Journaliste de la presse magazine, j'étais à la recherche d'une cohérence entre mon métier et mes convictions. *Responsables*, grâce à l'engagement du comité de rédaction, du MCC et une professionnalisation de son fonctionnement possède les atouts de son développement. Être à la barre d'un tel vaisseau est un défi qu'il m'est apparu opportun de relever !

Marie Caroline Durier : Et vous, Agnès, quel est votre bilan après quatre ans ?

J'avais pour objectif le renouvellement de *Responsables* en cherchant à mettre en lumière les richesses parfois insoupçonnées du MCC. Le MCC essaie de mettre l'homme au centre. Je souhaitais un journal qui crée du lien. D'où une nouvelle maquette, autour de la thématique du rond. Le passage à la bichromie a ensuite illuminé le journal et a permis d'en améliorer la lisibilité, tout comme la recherche permanente de cohérence entre le fond et la forme. La visibilité du magazine est venue ensuite. *Responsables* est maintenant lu et reconnu en dehors du MCC.

AP : Pourquoi avoir accepté ce défi ?

Dans ma lointaine jeunesse (rires), j'ai été élevée dans un institut catholique qui m'a beaucoup marquée, avant de suivre des études d'économie et de journalisme. J'ai ensuite pas mal bougé et voyagé, rencontré toutes sortes de personnes chrétiennes ou non, jeunes ou âgées, riches ou pauvres... J'ai même enseigné en lycée professionnel et animé des formations pour adultes avant de revenir à mon métier passion la presse. Aujourd'hui, forte de ces expériences, je pense qu'il est temps de remettre l'homme au



Agnès de Préville, 42 ans, rédactrice en chef de *Responsables* de septembre 2003 à juillet 2007



Marie-Caroline Durier, 44 ans, nouvelle rédactrice en chef de *Responsables*

centres des préoccupations de l'économie et de la société. Le christianisme social est une voie juste. Agir en ce sens m'est apparu une évidence.

MCD : Vous quittez aujourd'hui *Responsables*, qu'est-ce qui vous a le plus marquée ?

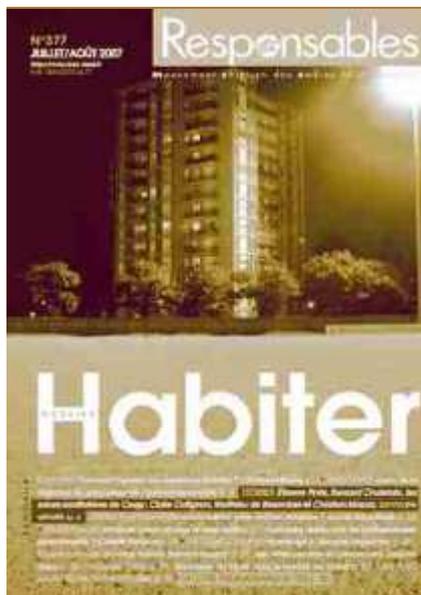
Sans aucune hésitation, l'imprévu des rencontres. Les visages croisés venus de toutes les régions de France et d'ailleurs, les amitiés nouées, souvent par internet et au téléphone, car je travaillais depuis mon domicile près de Grasse, mais aussi lors des rencontres nationales. Porter un journal est une grande responsabilité et l'on ne peut y arriver seule. Je suis reconnaissante envers tous ceux qui m'y ont aidée et m'ont accordé leur confiance. Le comité de rédaction s'est beaucoup investi et je tiens à saluer son travail fécond.

AP : À l'heure de prendre la barre du journal, quelles sont vos priorités ?

Continuer le travail que vous avez entrepris. Accroître la professionnalisation du titre pour, à terme, en faire un mensuel rythmé et vivant à l'image du MCC. *Responsables* mérite d'être lu au-delà du mouvement, par tous ceux que la construction d'un monde plus juste interpelle. En faire un magazine de référence entre action et réflexion lu avec intérêt et plaisir par le plus grand nombre. Voilà l'objectif !

MCD : Quant à vous, que souhaitez-vous pour *Responsables* ?

J'accueille votre arrivée comme une bonne nouvelle pour le journal et vous souhaite d'y être heureuse. J'espère aussi que *Responsables* restera un lieu de réflexion ouvert dans l'Église et la société. Je souhaite enfin le développement bien sûr de sa diffusion. Car lire permet de garder sa conscience éveillée. ●



Le journal du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants

Il fait le lien entre les six mille membres du MCC, des jeunes professionnels aux cadres chrétiens en retraite active. Il présente les nouvelles orientations dans la vie du mouvement. Il informe sur les grandes priorités du MCC, avant tout, celles qui placent l'homme au cœur de l'entreprise et de la société. Il est un soutien pour la foi et la réflexion. Il propose des thèmes et des schémas pour des réunions d'équipe. Il est une aide dans la recherche de cohérence, entre le sens que nous voulons donner à notre vie et le monde qui nous entoure. Il participe au débat sur les problématiques actuelles de notre société et sa rapide évolution.

À travers des dossiers, des réflexions, des rencontres, des témoignages, des pages de vie spirituelle...



BULLETIN D'ABONNEMENT

À renvoyer accompagné du règlement à :
Responsables abonnements - MCC - 18, rue de Varenne - 75007 Paris
 Tél. : 01 42 22 59 57. journal.responsables@mcc.asso.fr

OUI, je souhaite m'abonner (ou me réabonner) à Responsables

OUI, j'offre un abonnement à :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

e-mail : _____

Membre du MCC oui non Sympathisant

Autre : _____

42 (1 an) 57 (étranger par avion 1 an)

47 (CEE 1 an) 100 (abonnement de soutien 1 an)

Prix au numéro : 5 (6 étranger) - **Paiement par chèque à l'ordre de l'USIC**

Conformément à la législation en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des informations vous concernant (art.34 de la loi Informatique et Liberté) enregistrées sur la base de données du MCC en vous adressant au secrétariat du MCC. Par notre intermédiaire vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés et organismes. Si vous ne le souhaitez pas il vous suffit de cocher la case ci-contre.



Pouch



mouvement chrétien des cadres et dirigeants

Haut fonctionnaire et militant !

Ancien président du MCC, ancien président des Assises chrétiennes de la mondialisation (ACM), ce haut fonctionnaire européen qui a longtemps travaillé avec Jacques Delors est aujourd'hui directeur de la commission chargée de la protection sociale et de l'intégration. Ces responsabilités professionnelles n'ont jamais empêché son engagement constant pour la construction d'un monde plus juste. Il préside depuis cette année les Semaines sociales de France.

Propos recueillis par François Lacroix.

L'économie doit et peut être régulée.

Polytechnicien, économiste, haut fonctionnaire... la liste est longue. Au fond, qui êtes-vous ? Quelles sont les motivations profondes de votre engagement « politique » et chrétien ?

Me voici songeur, face à une question aussi abrupte. Le mieux est sans doute de faire état de mes origines, à la fois rurales, profondément croyantes, et marquées par le respect de la chose publique. Ma jeunesse s'est plutôt déroulée dans une forme d'appropriation de cet héritage que dans une remise en question. Quelques fortes personnalités, rencontrées avant d'avoir atteint la trentaine, ont eu également une influence décisive sur ma route. Et d'abord Jean Moussé, aumônier national du MCC au lendemain de la grande vague de Mai 68 ayant conduit tous les mouvements d'action catholique à une profonde réflexion. Jean nous a ouvert les yeux sur une perspective de Foi chrétienne vivante et libératrice; je dis « nous », car nous avons fait ensemble, avec Marie-Brigitte

mon épouse, cette expérience qui nourrit encore notre dialogue sur l'actualité sociale et économique, à laquelle nous sommes attachés par des angles complémentaires. Elle, par l'action de terrain d'une association de consommateurs citoyens, et moi par les concepts, le penchant pour les idées générales. Ce penchant, je le dois peut-être à ma formation d'économiste statisticien, que j'ai suivie à l'origine sous l'influence de Jacques Méraud, lui aussi membre du MCC et dont l'enthousiasme et la rigueur au service de la connaissance des réalités économiques m'avaient séduit. Peut-on allier cette rigueur et le souci des faits avec la recherche, en politique, de la Justice ? Jacques Delors incarnait une réponse positive, lorsque je l'ai rencontré et écouté pour la première fois au Commissariat du Plan au moment du premier choc pétrolier. C'est à lui que je dois d'avoir découvert le rêve européen au milieu des années 80. Je m'y reconnais encore aujourd'hui où je travaille au sein de la Commission européenne sur les problématiques complexes de l'Europe sociale.

En savoir plus :

SSF : 82^e Semaines sociales de France. *Vivre autrement* pour un développement durable et solidaire. Du 16 au 18 novembre 2007, CNIT Paris La Défense. www.ssf-fr.org Tél. : 01 44 35 62 41

ACM : www.chretiens-mondialisation.org.
À lire ou à relire : *Le Livre blanc, dialogues pour une terre habitable*, sept. 2006. Éd. Bayard, 19,80 €. Disponible au MCC.

Pourquoi avoir accepté de succéder à Michel Camdessus aux Semaines sociales ?

J'ai toujours admiré la mission des Semaines sociales ; elle concilie deux pôles de mon existence : le goût du travail, de la créativité économique et sociale qui s'y manifeste, et en même temps la remise en perspective de cette activité, sa relativisation par l'orientation du Bien commun qui donne la mesure des choses et, en même temps, constamment rappelle que



Jérôme Vignon en quelques dates

Né en 1944 à Bourges.
Ancien élève de l'École Polytechnique.
Diplômé de L'ENSAE.
Président du MCC de 1974 à 1978,
Membre du cabinet du ministre des finances de 1976 à 1978.
Membre du cabinet de Jacques Delors à la Commission européenne puis directeur de la cellule de prospectives de 1985 à 1998.
Directeur de la stratégie à la DATAR auprès du Premier ministre en 1998/1999.
Directeur de la commission européenne chargée de la protection sociale et de l'intégration depuis 2003.
Président des Assises chrétiennes de la mondialisation (ACM) de 2001 à 2007.
Président des Semaines sociales de France (SSF) depuis 2007.

l'économie doit et peut être régulée. Je ressens la doctrine sociale, comme on l'appelle avec un brin de paternalisme, comme une source de vitalité, une provocation à ne pas tomber dans le conformisme ; cette provocation fait partie des meilleurs moments des Semaines sociales, lorsqu'un orateur ou une oratrice met en relief une attente à laquelle on ne prête pas attention ou découvre la fulgurance de l'intuition évangélique qui redonne une unité à ce qui était dispersé. Recomposer l'expérience personnelle, lui proposer une unité entre le quotidien, le jour laborieux et l'appartenance à un corps spirituel d'humanité, c'est, me semble-t-il, ce que ressentent les participants aux Semaines sociales et qui explique leur attachement à cette événement coûteux et pas toujours confortable. En même temps, du fait de leur grande ouverture, de la variété des origines des participants, les Semaines incarnent un moment d'unité chrétienne.

Que comptez-vous apporter aux Semaines sociales ?

Pour accomplir leur tâche de discernement social, les Semaines sont déjà fortement charpentées, avec un bureau actif, un conseil où se préparent minutieusement les sessions, un comité de têtes chercheuses, des antennes régionales dont certaines comme à Lyon et à Lille ont des racines très anciennes. Venant de Bruxelles où je vis maintenant depuis plus de vingt ans, je peux poursuivre une orientation d'ouverture à l'Europe et au monde engagée par mes deux prédécesseurs, Jean Boissonnat et Michel Camdessus, qui s'est traduite par l'Ini-

“
Encore faut-il trouver dans le monde ouvert d'aujourd'hui, les voies du partage

tiative des chrétiens pour l'Europe, lancée avec le ZDK allemand par les Semaines. D'une certaine manière, ce qui se passe à Bruxelles, dans le jeu des institutions européennes, dans cette interaction complexe et déroutante entre 15, puis 25 puis 27 pays européens, est une sorte de miroir grossissant des évolutions culturelles, économiques et sociales que nous vivons ensemble. L'importance croissante de la référence aux droits humains fondamentaux, la poussée de l'individualisme et du libéralisme, l'impératif du développement durable, la place incontournable des femmes dans la vie économique et politique, l'égalité des chances et la non-discrimination marquent fortement l'actualité européenne depuis le grand tournant mondial de la fin des années 80. Le grand vent de liberté, poussé à la fois par l'ouverture des frontières économiques et la chute du mur de Berlin, et qui suscite tant de craintes et de replis de toutes sortes, particulièrement dans notre pays, mais aussi parfois dans l'Église catholique, appelle une réponse anthropologique chrétienne qui redonne tout son sens au couple de la responsabilité et de la solidarité, clefs d'une société et d'une économie « durables ». En core faut-il trouver, dans le monde ouvert, multi médiatique d'aujourd'hui, les voies du partage de cette découverte du sens chrétien. Elles passent par un dialogue avec la société, dans l'espace public nouveau d'aujourd'hui où la politique n'est plus seule à parler aux citoyens. C'est un peu l'aventure qui se propose aux Semaines sociales, comme à tous les mouvements de laïcs chrétiens engagés dans l'action sociale. ●

Acteurs d'une espérance durable

Cette année, l'université d'été du MCC a traité d'un sujet qui ne pouvait pas être plus au centre de l'actualité : le développement durable. Ce temps de rencontre et de réflexion a permis d'aborder ce thème avec l'angle original des chrétiens qui, face à l'apparente impossibilité de résoudre un problème, cherchent un chemin avec Espérance. « Le pire n'est pas certain... » C'est donc avec lucidité, courage, mais aussi confiance qu'il convient d'aborder la question de notre « durabilité ». MCD

De l'analyse du passé à la construction d'un avenir viable 8

Michel Badré dresse l'historique des origines du développement durable.

L'Espérance à la croisée des paraboles 11

Patrice Vivarès analyse le langage d'Espérance du Christ dans ses paraboles.

Espérance de l'Homme, Espérance de Dieu 12

Jean-Marie Glé invite les chrétiens à construire « l'à-venir » dans une confiance réciproque avec Dieu.

Quand le virtuel menace le réel... 14

Hugues Puel dénonce la domination des logiques financières.

Vie d'équipe 16

Christian Mazard questionne sur le comportement chrétien dans les relations internationales de chacun.

Limiter aujourd'hui pour préserver demain 17

Philippe Marchand dresse un tableau factuel du problème de la pêche.

Des chèvres de luxe... 18

Marc Renner expose une expérience de développement durable en Mongolie.

La réflexion entraîne l'action 20

Sabine Vivet propose sa chronique de jeune professionnelle à l'université d'été 2007.



Chercher un chemin

Le sujet du développement durable est vaste, complexe.

Vaste, car il apparaît de plus en plus clairement que l'action de l'homme peut à la fois rapidement mettre en question, la possibilité même de la vie sur terre, et la capacité des hommes à vivre ensemble sur cette terre par l'accroissement étonnant du fossé qui sépare riches et pauvres.

Complexe, car l'augmentation de la connaissance, qui jusqu'à ce jour semblait capable de répondre à nos questions, met en évidence que nous ne maîtrisons pas toutes les conséquences de nos actes dont nous devons répondre pour aujourd'hui et pour les générations futures : il s'agit là de notre responsabilité qui nous renvoie à la question « que voulons-nous faire ? » et de ce fait « qui sommes-nous ? »

**« La complexité n'est pas un frein,
si on se donne les moyens de l'appréhender
en prenant le temps de la réflexion »**

Chemin sur une
terre encore vierge
en Patagonie
en 2006.

Maire-Cécile Duran



Ludovic Salvo
Responsable
de l'université d'été
du MCC 2007.

Face à cette complexité, les réponses divergent, s'opposent et risquent de nous conduire au déni, au découragement, à l'attentisme, au fatalisme. Que pouvons-nous faire ? Allons-nous entrer dans l'avenir à reculons ? Y a-t-il encore un à-venir possible ? De quelle Espérance vivons-nous ?

Nous avons travaillé cinq jours entiers à chercher un chemin d'Espérance. D'une part, les pages de ce cahier en rendent compte et d'autre part, les remontées des participants à cette université d'été témoignent que cela a été possible et qu'on peut continuer cette expérience.

C'est « un lieu intergénérationnel, où la diversité des regards, le respect des opinions différentes, la qualité des interventions, la qualité de l'écoute et des échanges entre participants, l'apport d'idées, les approches multiples d'un sujet complexe... sont un encouragement à un approfondissement et à une conversion »¹, lieu qui permet « la rencontre de frères tous

différents et tous porteurs d'une espérance à découvrir »¹. C'est bien là la richesse du mouvement : la complexité n'est pas un frein, si on se donne les moyens de l'appréhender en prenant le temps de la réflexion à partir de nos préoccupations professionnelles et associatives. Le MCC a besoin de ces temps forts et de nombreux participants ont exprimé leur volonté de donner une suite à cette université d'été, en équipes, en secteurs, en régions, temps où on augmente l'intelligence collective, où « on [...] approfondit sa foi, on [...] augmente l'espérance, on se convertit : voilà comment je vais changer »¹.

Cette université d'été a été pour nombre de ses participants un lieu de discernement et de conversion. Elle a ainsi participé à la mission du mouvement : « aider les membres du MCC à agir davantage selon l'Esprit du Christ dans tous les lieux où s'exercent leurs responsabilités, partout où s'élaborent et se déterminent leurs décisions »². ●

● ¹Extraits
des retours d'évaluation
des participants

²Extrait de la charte
du MCC

De l'analyse du passé à la

Moderne dans sa formulation, le développement durable n'en est pas moins l'aboutissement de trois siècles de réflexion. Le concept est transversal. Il touche aussi bien l'économie, le rapport de l'homme à la nature que la question de la gestion des risques. Les mots, les idées, les méthodologies qui s'y rapportent témoignent de sa nature complexe. Le développement durable s'apparente en quelque sorte à la recherche du « bien commun ».

En économie, on trouve les racines du développement durable dès le XVIII^e siècle. Adam Smith et Ricardo s'interrogent sur le marché (et sa main invisible), les avantages compétitifs des individus ou des pays, la valeur. Les deux frères ennemis que sont la « croissance » (du PIB, ou de tout autre indice économique de référence) et le « développement » (suite de passages d'un état à un autre meilleur, selon « Populorum Progressio ») en seront issus, même si ce n'est que plus tard. Malthus s'inquiète du rapprochement entre la progression linéaire des richesses et celle de la population, exponentielle. Seul le contrôle des naissances peut, pour lui, éviter la catastrophe. Son raisonnement, contredit au XIX^e par la croissance des richesses, sera mis en œuvre deux siècles plus tard par la Chine, et inspirera certains adeptes de la décroissance.

Des ressources naturelles illimitées !

Le XIX^e et le début du XX^e siècle voient le monde économique entraîné par la triple révolution de l'énergie, de l'industrie et des transports. Les modes de vie s'en trouvent bouleversés. Les économistes, avec Marx ou plus tard Keynes, s'intéressent surtout au capital et au travail, à l'offre et à la demande, mais peu aux ressources naturelles, que l'on considère encore comme illimitées. L'économie ne s'intéresse alors qu'aux biens rares.

Ce n'est qu'à partir de 1960 qu'aux États-Unis, l'économiste Galbraith, puis l'écologue Garrett Hardin s'inquiètent de voir la croissance conduire à la destruction des « biens publics » auxquels tout le monde accède librement : l'eau, l'air, la nature. Meadows, économiste américain du MIT (rapport du club de Rome 1972), puis les crises pétrolières de 1973 et 1979 renforcent ces interrogations sur la croissance. À la fin du XX^e siècle, naît l'économie de l'environnement. Ses outils renforcent ou remplacent les réglementations : « écofiscalité » taxant les consommations de biens communs, marchés de permis ou échanges de quotas pour opti-

construction d'un avenir vivable...

miser les efforts de maîtrise des pollutions.

C'est aussi au XVIII^e siècle que les sciences de la nature franchissent une étape décisive. Le naturaliste suédois Carl Von Linné élabore un système de classement de toutes les espèces animales et végétales, fondé sur des critères de distinction entre catégories emboîtées depuis le « règne », animal ou végétal, jusqu'au genre (homo) et à l'espèce (homo sapiens). Cette discipline nouvelle de la « systématique », avec les règles de dénomination de toutes les espèces, est toujours la base de détermination et de dénomination de toutes les espèces identifiées.

À la jonction de l'économie et des sciences de la nature, les « physiocrates » pour qui la terre est la source ou le support de toute richesse économique, posent alors les bases du développement agricole et sylvicole fondé sur une connaissance raisonnée de la nature et son bon usage, tel qu'il vivra pendant les deux siècles suivants.

● Le Sierra Club, ancêtre des ONG

Au XIX^e siècle, la systématique de Linné et les interrogations sur l'évolution posées par Darwin, conduisent les naturalistes à s'intéresser aux relations des espèces entre elles et avec leur milieu. L'écologie est née, ainsi nommée par Haeckel en 1866. Dans le même temps, la conquête des espaces infinis du centre et de l'ouest des États-Unis conduit John Muir, botaniste et infatigable marcheur, à poser les bases d'une relation avec la nature sauvage (la wilderness) beaucoup plus contemplative que scientifique ou économique. Il fonde le Sierra Club, ancêtre toujours vivant et actif des grandes ONG environnementales, et mène au Yosemite le premier grand combat entre « écologistes » et « aménageurs » à propos d'un projet de retenue hydraulique dans un parc national. Autre précurseur de courants de pensée contemporains, son compatriote Thoreau théorise la désobéissance civile, à partir d'une conception sans concession de la préservation de la nature. Au XX^e siècle, l'écologie scienti-



● **Michel Badré**
Ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts.
Ancien responsable MCC Paris.

fique élargit ses réflexions aux processus de fonctionnement des écosystèmes, et aux échelles de temps et d'espaces les plus ouvertes : la « biodiversité », caractérisée par ses trois niveaux (gènes, espèces, écosystèmes) naît en 1986, sous la plume d'un entomologiste américain, Edward Wilson.

● Précaution nécessaire et suffisante ?

La science de la gestion des risques est plus récente. Même si l'on construisait des digues depuis très longtemps, la maîtrise des risques naturels, croisements d'un aléa naturel et d'une vulnérabilité liée à l'activité humaine, se développe au XIX^e avec l'hydrologie et la « restauration des terrains en montagne ». Et ce n'est que dans la seconde moitié du XX^e siècle que la prévention des risques industriels connaîtra une formalisation de plus en plus stricte (notamment en France avec la loi de 1976 sur les « installations classées », et par plusieurs directives européennes). Elle sera renforcée par la prise en compte d'accidents très graves tels que Seveso (1976), Bhopal (1984) et bien sûr Tchernobyl (1986). Après 1980, à côté des risques technologiques localisés, la création du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) en 1988 et ses rapports successifs jusqu'en 2007 introduisent une démarche d'appréhension d'un risque global, celui du changement climatique. Le « principe de précaution » est issu de cette culture du risque. Il conduit à dire (sous des formes diverses, allant du plus souple au plus exigeant) qu'en présence d'incertitude sur les conséquences d'un développement envisagé ou en cours, il y a lieu de prendre toutes les mesures limitant les impacts négatifs possibles, même non prouvés.

● La construction du bien commun

Ces évolutions s'appuyaient sur des changements profonds dans la réflexion scientifique ou philosophique, accompagnant les bouleversements du monde de ces deux derniers siècles :



L'élaboration collective des décisions apparaît comme partie intégrante de la démarche du développement durable.

on citera le passage de la science de Descartes, fondée sur la connaissance, le déterminisme et la maîtrise du monde, celle d'Einstein, d'Heisenberg et de Prigogine, fondées sur la relativité, l'indétermination et l'imprévisibilité. Le « Principe responsabilité » d'Hans Jonas en 1979 en tirera les conséquences, en affirmant la responsabilité éthique de l'homme vis-à-vis des générations futures, dans toutes ses interventions sur son environnement. Après plusieurs réunions et rapports préparatoires dans les années 70 et 80, c'est en 1992, lors de la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement organisée par l'ONU (dite aussi « sommet de la terre ») que le développement durable est officiellement reconnu. Principe d'action universel, « reconnaissant que la Terre, foyer de l'humanité, constitue un tout marqué par l'interdépendance », il rapproche les générations présentes et futures. Le principe de précaution, le principe pollueur-payeur et la participation des citoyens concernés à l'élaboration des décisions figurent parmi les principes de la déclaration de Rio : ils seront repris en France dans des dispositions législatives, puis par la charte constitutionnelle de 2005. Le déve-

● ¹ Henry Mottu, *Initiation à la pratique de la théologie*, (t IV, Cerf, 1983), p 327-328.

² loi de 2002 sur la démocratie de proximité, modifiant une loi antérieure de 1995.

³ comptes-rendus et bilans sont consultables sur le site de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), et la décision gouvernementale a été publiée au Journal Officiel du 20/12/2006.

veloppement durable apparaît ainsi comme une démarche de construction du « bien commun ». Celui-ci est évidemment multiple et contingent et le processus d'élaboration collective des décisions apparaît ainsi au moins aussi important que les décisions elles-mêmes (voir encadré). Ce principe nous appelle aussi à une attitude d'espérance plus que de certitudes, celle d'Abraham appelé par Dieu : « Pars de ton pays, de ta famille et de la maison de ton père, vers le pays que je te ferai voir ». Face à cet appel, « Abraham abandonne les dieux araméens qui garantissaient la fécondité et l'harmonie, figure d'un consentement à la réalité telle qu'elle est, pour suivre l'appel d'un Dieu surprenant »¹. C'est ce bien commun, signe de solidarité dans sa construction et surprenant dans son résultat, que nous sommes appelés à édifier au nom du développement durable. ●

● Débat public et élaboration des décisions

La loi française² oblige à organiser des débats publics préalables à l'élaboration de tous les grands projets d'infrastructures (autoroutes, TGV, centrales nucléaires, etc.). Elle donne la possibilité d'en organiser aussi sur des politiques générales controversées. C'est ce qui a été fait en 2006 à propos de la politique des transports dans la vallée du Rhône et l'arc languedocien. L'accumulation indéfinie de nouvelles infrastructures routières et ferroviaires pour répondre à une augmentation non maîtrisée des trafics ne pouvait en effet constituer une politique de « développement durable ». Sur la base d'un dossier établi par les deux ministères chargés alors des transports et

de l'environnement, exposant les enjeux du débat et les pistes envisageables, 37 réunions publiques ont donc été organisées localement entre avril et juillet 2006³.

Les enseignements de ce débat ont conduit les deux ministères à publier en décembre 2006 une décision conjointe : pas d'élargissement des autoroutes, priorité donnée à des investissements ferroviaires jugés indispensables, élaboration d'un plan d'action public de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre liées au transport et à l'urbanisme, meilleure concertation entre autorités publiques responsables...

Au-delà du contenu de la décision, c'est surtout son mode d'élaboration

qui est intéressant. L'équilibre à trouver entre les experts, les associations, les socio-professionnels et les élus. La nécessité de passer du temps à exposer les analyses, de surmonter la difficulté du grand public à entrer dans un débat complexe, et celle des représentants de l'État et des experts à se faire comprendre. La clarification de la différence entre les analyses d'experts et les choix issus de motivations politiques... Malgré son caractère peu spectaculaire dans ses modalités, c'est sans doute un exercice de développement durable très significatif pour l'avenir : il s'agit en effet bien là d'une démarche concrète de définition collective du « bien commun ».

P R I È R E

Charles Péguy

La foi que j'aime le mieux, dit Dieu, c'est l'espérance

La foi, ça ne m'étonne pas, ça n'est pas étonnant.

J'éclate tellement dans ma création.

Mais l'espérance, dit Dieu, voilà ce qui m'étonne.

Ça c'est étonnant, que ces pauvres enfants voient comment tout ça se passe et qu'ils croient que demain ça ira mieux, qu'ils voient comment ça se passe aujourd'hui et qu'ils croient que ça ira mieux demain matin.

Ça c'est étonnant et c'est bien la plus grande merveille de notre grâce.

Et j'en suis étonné moi-même.

Il faut, en effet, que ma grâce soit d'une force incroyable, et qu'elle coule d'une source et comme un fleuve inépuisable.

La petite espérance s'avance entre ses deux grandes sœurs, et on ne prend seulement pas garde à elle.

Sur le chemin du salut, sur le chemin charnel, sur le chemin raboteux du salut, sur la route interminable, sur la route entre ses deux sœurs, la petite espérance s'avance.

C'est elle, cette petite, qui entraîne tout.

Car la foi ne voit que ce qui est,

Et elle, elle voit ce qui sera.

La charité n'aime que ce qui est,

Et elle, elle voit ce qui sera.

La foi voit ce qui est dans le temps et l'éternité.

L'espérance voit ce qui sera dans le temps et l'éternité.

Pour ainsi dire dans le futur de l'éternité même.